

Chambre des Représentants.

SÉANCE DE 18 MARS 1926.

Budget

du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1926 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. ERNEST.

MESSEURS,

La caractéristique du Budget ordinaire du Ministère de la Défense Nationale pour 1926, telle qu'elle se dégage d'un premier examen, est de marquer un pas significatif dans la voie des économies, des réductions conséquentes, sans que pourtant l'organisation de la Défense Nationale en soit préjudiciée, ni modifiée d'aucune manière. Les économies réalisées, comparativement au budget précédent, ne tiennent même nullement compte des projets de réorganisation militaire ou encore du projet de réduction du temps de service dont le Parlement est saisi. Le Gouvernement, en effet, respectueux des prérogatives parlementaires, n'a pas cru pouvoir réduire les crédits demandés notamment pour soldes et alimentation des troupes, le service pouvant être ramené de 12 à 10 mois pour une grande partie des soldats. C'eût été préjuger d'une décision que la Chambre va seulement être appelée à prendre. Le Gouvernement a donc maintenu les crédits aux taux paraissant nécessaires en vertu de la loi de milice actuelle, sur les bases de laquelle d'ailleurs, une partie desdits crédits est déjà engagée. Mais il est permis, dès lors, d'escompter pour le prochain budget une réduction plus importante des crédits demandés. Ainsi est repris l'effort qui s'était manifesté au lendemain de l'armistice pour la réduction de nos dépenses militaires, effort interrompu pendant deux années, ainsi qu'il appert du tableau suivant, portant comparaison des montants totaux des derniers budgets du département de la Défense Nationale.

(1) Budget, n° 4311.

Amendements, n° 123.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Pirmez, était composée :

4° Des membres de la Commission de la Défense Nationale : MM. Berloz, Buyl, de Burlet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Ernest, Fieullien, Goffaux, Hoen, Huyshanwer, Mansart, Marek, Mathieu, Missiaen, Pierco, Samyn, Theelen, Vaude-

Le présent rapport n° 226 a été distribué le 20 mars 1926.
(Art. 4 de la résolution de la Chambre, relative à l'examen des budgets).

els, Eeke-

Budgets de	Montant total du Budget	Montant des augmentations sur le budget précédent.	Montant des réductions
1921	525,092,630		83,327,865
1922	484,019,146		41,073,484
1923	473,581,877		10,437,269
1924	534,045,212	60,463,335	
1925	593,075,034	59,029,822	
1926	572,216,378		20,858,656

Le chiffre du budget de 1926 est celui résultant des amendements du gouvernement (1) au projet initial de budget. Il indique donc une réduction de plus de vingt millions sur le budget de 1925. Cette compression des dépenses a été pleinement approuvée par la majorité de la Commission spéciale qui l'eut désirée plus forte encore. C'est dans ce but qu'elle a examiné longuement différentes propositions tendant à la suppression de certains organismes, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte par l'examen, par chapitre, du budget de la Défense Nationale.

Ce désir d'économies et de réductions des crédits n'est pas nouveau et s'est manifesté à maintes reprises au sein de la Commission spéciale. Déjà, le rapport déposé en son nom sur le budget de la Défense Nationale pour l'exercice 1924, disait notamment :

« La Commission spéciale, tout en affirmant sa volonté de donner à la Nation l'outil parfait dont elle a besoin pour garantir sa sécurité et pour éviter à jamais le retour des horreurs de 1914, émettait, lors du premier examen du Budget, l'avis que, dans les circonstances actuelles, le poids des dépenses était trop lourd pour la Belgique et que le pays réclamait une prudente mais sévère réduction des charges proposées. »

La Commission spéciale s'est étonnée aussi de ce que certaines questions, touchant de très près à la Défense Nationale, restent sans solution. C'est ainsi qu'en 1922, la Commission du budget de la Défense Nationale s'était informée s'il serait procédé bientôt à la suppression de certains forts d'Anvers, de Liège et de Namur. M. le Ministre de la Défense Nationale avait répondu à ce moment, que l'état d'avancement de l'étude du système défensif de la Belgique ne permettait pas de déterminer quelles étaient les organisations de la position fortifiée d'Anvers qui, lorsque le nouveau système serait réalisé, deviendraient sans utilité au point de vue de la défense du territoire.

Bien que la Commission ait, par la suite, émis le vœu de voir hâter l'étude du système défensif de la Belgique, il semble que la question soit restée au même point. On ne sait si le Gouvernement ou l'État-Major se sont arrêtés ou non à un système défensif du territoire. Mais ce qu'on constate, c'est que les fortifications subsistent dans le même état, et que le budget est grevé de ce chef. La question reste donc à l'étude et le Comité de Défense Nationale est saisi de différentes propositions tendant, au moins, à la suppression de certains ouvrages fortifiés. Bien plus, le système des servitudes est rigoureusement maintenu, malgré les plaintes répétées des citoyens lésés dans l'exercice et la jouissance de leurs droits de propriété.

La question de l'affectation des forts reste entière et la Commission émet le vœu de voir le Département de la Défense Nationale et l'État-Major de l'armée l'examiner d'une manière approfondie, avec le souci d'apporter à ce problème une solution rapide, équitable, soucieuse de concilier les intérêts particuliers et

(1) Documents Parlementaires, n° 125.

généraux, froissés actuellement, avec le grand devoir d'assurer la Défense Nationale.

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Depuis plusieurs années, la Commission spéciale ne cesse de réclamer de sérieuses économies sur les dépenses effectuées pour l'administration Centrale. Ces demandes n'avaient pu empêcher les dépenses de subir une forte augmentation, qui s'explique quelque peu pourtant par la péréquation des traitements. Tout en maintenant le bénéfice de celle-ci aux officiers et fonctionnaires, restant en fonctions, mais en réduisant le personnel et en réalisant des économies jusqu'à présent vainement préconisées par la Commission spéciale, M. le Ministre de la Défense Nationale est parvenu à ramener la dépense à un chiffre se rapprochant sensiblement de celui de l'exercice pénultième, comme le démontre le tableau suivant du montant des dépenses pour le chapitre premier :

Budget de 1924.	Chapitre I ^{er} .	Montant des dépenses :	8,232,718 francs.
—	1925.	—	10,472,125 —
—	1926.	—	8,997,115 —

Ce dernier chiffre, qui résulte des amendements présentés par le Gouvernement, pourra être réduit encore au fur et à mesure que s'écoulera la période triennale pendant laquelle des fonctionnaires et employés, mis en disponibilité, continuent à toucher leur traitement, mesure qui entraîne actuellement une charge de plus de 80,000 francs pour le seul personnel civil.

A l'article 2, la réduction des dépenses, par suite d'une nouvelle réduction du personnel, atteint 106,000 francs.

Des membres ont émis le désir de connaître la nécessité de l'emploi d'agents de l'administration des Chemins de fer, mis à la disposition de l'E. M. G. A. — 4^e Section — (délégation militaire auprès du Ministre des Chemins de fer) et dont les appointements sont supportés par la Défense nationale (art 3 du chapitre I du budget : 41,570 francs plus partie mobile, frais de déplacement, etc.).

Il semble que la délégation militaire ait un rôle technique spécial, qu'elle pourrait n'être composée que de militaires, puisqu'elle sert d'intermédiaire entre le Ministère de la Défense nationale et celui des Chemins de fer et que les questions administratives peuvent être traitées de département à département.

A l'article 5, la Commission a enregistré avec satisfaction, la réduction du nombre de sous-officiers et soldats détachés au Ministère de la Défense Nationale et la réduction du crédit de ce chef. Il en a été de même pour les réductions du personnel émergeant au budget, en vertu de l'article 6. Cette réduction a été permise par la diminution du nombre de locaux utilisés par le Département.

Parmi les économies réalisées, il y a lieu de noter les dépenses pour fournitures de bureau, ramenées à 475,000 fr., alors qu'elles atteignaient 564,500 fr. en 1925 et 614,500 fr. en 1924.

* *

La Commission spéciale a examiné attentivement aussi l'organisation et la composition des bibliothèques de garnison (art. 7). Elle a posé à ce sujet différentes questions à M. le Ministre de la Défense Nationale qui y a répondu comme suit :

ART. 7a.

QUESTION. — Quelle est l'autorité qui choisit les ouvrages envoyés ou classés dans les bibliothèques de garnison?

RÉPONSE. — L'E. M. G. A. (Section C) décide au nom du Ministre des

ouvrages à acquérir sur propositions des Commissions de bibliothèque des garnisons. Celles-ci peuvent accepter des dons.

Les ouvrages sont classés par les soins des Commissions.

ART. 7b.

QUESTION. — Ne serait-il pas possible d'organiser des bibliothèques volantes entre garnisons ?

RÉPONSE. — En vertu de la C. M. du 18 décembre 1925, envoyée aux Commandants de circonscription et de l'A. O., il est prescrit d'organiser dans toutes les bibliothèques-troupe un service de *mallettes itinérantes*. Ces mallettes, dont les ouvrages sont renouvelés périodiquement, doivent desservir les différentes casernes de la garnison.

Le règlement stipule, en outre, que les petites garnisons non pourvues de bibliothèques peuvent, à titre précaire et temporaire, s'adresser, pour alimenter leurs salles de lecture, aux bibliothèques d'une garnison à désigner par le commandant de circonscription.

Des bibliothèques volantes pourraient être organisées entre garnisons, par les soins des commandants de circonscription ; mais cette mesure entraînerait des frais de correspondance, emballages, transports, etc., et demanderait un personnel plus nombreux. Il est à remarquer que les prescriptions ordonnées et rappelées plus haut permettent à tous les commandants d'unité de procurer de la lecture à leurs soldats.

ART. 7c.

QUESTION. — Ne pourrait-on acheter des ouvrages techniques pour ces bibliothèques, en vue d'encourager les soldats à améliorer leurs connaissances professionnelles ?

RÉPONSE. — Oui, dans la limite toutefois des disponibilités budgétaires.

La Commission estime que des sacrifices doivent être accomplis pour accroître l'effet utile des bibliothèques de garnison, notamment en ce qui concerne le choix des ouvrages techniques.

* * *

La direction des informations militaires a été supprimée, les services photographiques et cinématographiques de l'armée étant reliés à l'Institut Cartographique. Les articles 8 et 9 du budget sont donc supprimés de ce fait, les crédits prévus à ces articles étant transférés aux articles 10 et 11.

Il y a lieu de signaler que le dépouillement de la presse est assuré désormais par le service de la bibliothèque du Département de la Défense Nationale et ce sans augmentation de crédit.

D'autre part, la suppression du service des cinémas militaires pour les troupes de l'armée d'occupation constitue une sérieuse économie, bien que les recettes effectuées de ce chef soient ramenées de 20,000 à 2,000 francs.

La Commission spéciale s'étant enquis de l'utilisation du service cinématographique en tant que « moyen d'information » de l'armée, a reçu la réponse suivante :

« Actuellement, le Service cinématographique et photographique (S. C. P.) n'est plus utilisé comme moyen d'information de l'armée.

Par contre, le S. C. P. a pour mission de collaborer par l'image à l'éducation et à l'instruction de l'armée.

I. — *Matériel.* Dans toutes les casernes du pays et cantonnements de l'A. O., il y a au moins une salle de cours.

II. — *Éducation de la Troupe.* — Le S. C. P. met à la disposition des corps, à titre de prêt, des programmes de films comportant :

- a) des films pittoresques relatifs aux beautés naturelles et au folklore de la Belgique ;
- b) des films industriels ;
- c) des films coloniaux ;
- d) des films de la campagne 14-18.

III. — *Instruction de la Troupe.* — 1° Le S. C. P. réalise, d'après des scénarios étudiés par des officiers de troupe et approuvés par les Inspecteurs Généraux d'Armée et le Chef de l'E. M. G. A., des films relatifs à l'instruction militaire du cadre et de la troupe. Ces films sont donnés en propriété au corps.

La matérialisation des théories à l'écran supprime toutes les abstractions difficilement compréhensibles pour bien des soldats. »

. . .

Les rapports présentés à la Chambre, à l'occasion des budgets des années précédentes, témoignent du vif intérêt constamment apporté au fonctionnement de l'Institut Cartographique par la Commission spéciale. Celle-ci a approuvé les réductions de personnel opérées et surtout la nouvelle organisation plus économique des achats, qui font que, malgré le rattachement des articles 8 et 9 aux articles 10 et 11, stipulé aux amendements du Gouvernement, l'ensemble des crédits demandés pour le fonctionnement de l'Institut Cartographique, reste sensiblement le même.

Les réductions de personnel opérées à cet Institut comportent un employé temporaire, deux dactylographes temporaires, quatre dessinateurs et deux calculateurs.

La Commission s'est enquis aussi du point de savoir si la situation des anciens ouvriers imprimeurs est enfin réglée, car, depuis deux années, un conflit existait à l'état latent et des travailleurs, en fonctions depuis un temps respectable, se plaignaient.

M. le Ministre a répondu :

« La situation des ouvriers imprimeurs de l'Institut Cartographique Militaire fait, en ce moment, l'objet d'un examen de la Commission instituée auprès du Ministre des Finances pour les différentes questions soulevées au sujet de la péréquation des traitements et salaires du personnel de l'État.

Cette Commission n'a pas encore fait connaître son avis. »

La Commission souhaite que cet examen soit mené promptement à bonne fin et de manière à ce que soit réglée la situation des travailleurs qui, par un séjour de quinze ou vingt années dans les cadres de cet établissement, se sont rendus dignes d'avantages qu'il ne peut être question de leur enlever.

CHAPITRE II.

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS DES OFFICIERS ; TRAITEMENTS, SOLDES ET ACCESSOIRES DES TROUPES.

Le tableau du montant annuel des dépenses portées à ce chapitre indique des

fluctuations curieuses : il est en progression constante depuis 1921. Qu'on en juge :

Chapitre II, budget de :

1921	fr. 129,145,100
1922	168,140,813
1923	182,293,080
1924	184,645,183
1925	210,265,820
1926	198,220,182

Les prévisions pour 1926 viennent donc arrêter heureusement la constante progression enregistrée chaque année. La réduction des dépenses résulte de ce que le contingent moyen est ramené de 78,000 à 77,000 hommes et des économies que l'évacuation d'une partie de la zone d'occupation permettra de faire quant aux indemnités à allouer au personnel de l'A. O.

Des membres ont émis le désir de savoir si l'on ne nommera pas, en 1926, de sous-lieutenants élèves, comme ce fut le cas en 1925, et aussi d'obtenir des explications sur les différences existant entre les tableaux (annexes aux budgets) d'officiers en activité.

	1925.	1926.
Lieutenants-généraux	29	27
Généraux-majors	35	36
Colonels	160	144
Lieutenants-colonels	130	130
Majors	380	330
Capitaines-commandants	884	825
Capitaines	1,052	1,075
Lieutenants et sous-lieutenants	2,733	2,705
Sous-lieutenants-élèves	174	»
Total	5,577	5,272

Les réductions sont-elles opérées à raison de la réorganisation de l'armée ou par application de l'Arrêté royal du 25 décembre 1925 ?

M. le Ministre a répondu comme suit à ces questions :

1. — Il sera nommé en 1926 des sous-lieutenants élèves (élèves à l'École Militaire y entrés en 1923 et passant à l'École d'application d'artillerie et du génie, — élèves à admettre en 1926 dans le service de santé : médecins, pharmaciens, vétérinaires).

Le poste n'est pas prévu spécialement au budget de 1926 parce que, depuis la péréquation des traitements, les appointements alloués aux officiers élèves sont ceux des sous-lieutenants.

2. — Le budget de 1925 comportait des chiffres correspondant aux prévisions des nominations et promotions devant normalement s'accomplir au cours de l'année 1925, mais, au moment de l'établissement du projet de 1926, la réorganisation actuellement en cours était à l'étude et il fut décidé de s'en tenir rigoureusement aux chiffres existants, des promotions n'étant pas à envisager au moment où une réduction des effectifs organiques allait être opérée.

D'autres questions ont été posées concernant les militaires en activité de service cumulant une pension avec leur traitement.

Voici ces questions et les réponses y afférentes :

QUESTION a. — Combien y a-t-il de militaires cumulant avec leur *traitement* une pension : 1° d'ancienneté ; 2° d'invalidité ?

RÉPONSE a. — 1° Aucun militaire en activité de service ne cumule une pension d'ancienneté avec son traitement.

En ce qui regarde les militaires démobilisés, il résulte des renseignements recueillis en 1923 que 50 ex-militaires cumulaient une pension d'ancienneté avec leur traitement de l'État; ce cumul n'était autorisé alors que jusqu'à concurrence de 5,000 francs (loi du 3 juin 1920).

Mais ce dernier chiffre a été porté à 12,000 francs, par l'article 2 de la loi du 6 mars 1923, lorsque la pension militaire pour ancienneté de service est accordée par application de l'article 2, § 4° des lois coordonnées sur les pensions militaires et en raison de blessures reçues ou d'infirmités contractées ou aggravées durant la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919. Le Département de la Défense Nationale ignore, pour le moment, quel est le nombre des agents de l'État qui bénéficient de cette disposition.

2° A la date actuelle, 10,203 militaires en activité de service cumulent une pension d'invalidité avec leur traitement ou la solde.

Le Département de la Défense Nationale ignore quel est le nombre des militaires démobilisés qui cumulent une pension d'invalidité avec un traitement; il n'a pas à se préoccuper de les connaître attendu qu'aux termes de l'article 56 des lois coordonnées sur les pensions militaires, le cumul d'une pension militaire d'invalidité avec le traitement ou la pension afférent à un emploi civil de l'État, des provinces ou des communes, est autorisé sans restriction aucune.

Il faudrait donc s'adresser à toutes les administrations de l'État, des provinces et des communes, pour obtenir le renseignement demandé.

QUESTION b. — Quel est le montant des sommes payées du chef de ces pensions ?

RÉPONSE b. — Pour les 50 ex-militaires dont il est question au 1° du a) ci-dessus : 119,184,000 francs.

Pour les 10,203 militaires en activité de service dont il est question au 2° du a) ci-dessus : 10,526,518 francs (non compris l'indemnité de vie chère égale à 50 p. c. du montant de la pension).

Le nombre de militaires démobilisés qui cumulent la pension d'invalidité avec un traitement n'étant pas connu, la charge annuelle ne peut être déterminée.

QUESTION c. — Quel est le nombre de militaires en activité de service :

- a) Officiers ;
- b) Sous-officiers ;
- c) Soldats,

qui touchent une pension d'invalidité ?

RÉPONSE c. — a) Officiers. 3,649,
 b) Sous-officiers 5,970, y compris 526 caporaux,
 c) Soldats 584.

QUESTION d. — Quelle est la moyenne du taux de pourcentage pour invalidité de blessures ou d'infirmités pour :

- 1° les officiers généraux ;
- 2° les officiers subalternes ;
- 3° les sous-officiers ;
- 4° les soldats.

RÉPONSE d. — Pour les militaires repris au c) ci-dessus, la moyenne s'établit comme suit :

1° les officiers généraux . . .	31 p. c.,
2° les officiers subalternes . . .	22 p. c.,
3° les sous-officiers . . .	18 p. c., (y compris les caporaux),
4° les soldats . . .	17 p. c.

Pour les sous-officiers, caporaux et soldats démobilisés, la moyenne approximative du pourcentage d'invalidité est voisine de 25 à 30 p. c.

N. B. — Peut-être n'est-il pas inutile de faire observer que la charge due aux pensions reprises dans les questions ci-dessus posées par la Commission du Budget de la Défense Nationale, n'incombe pas au dit budget. Ces pensions, qui dérivent de la guerre, sont liquidées par la Caisse Nationale des Pensions de la Guerre.

QUESTION e. — Combien, parmi les 101 officiers généraux titulaires d'une pension d'invalidité, en est-il à qui cette pension a été attribuée :

- 1° par suite de blessures?
- 2° à raison d'invalidité?

RÉPONSE e. — 1° par suite de blessures :	10
2° à raison d'invalidité (affections) :	91
Total. . .	101

QUESTION f. — Quels sont les pourcentages d'invalidité leur attribués, et pour quels motifs?

RÉPONSE f. — Pourcentage moyen : pour blessures : 37 p. c.
Idem : pour affections : 34.5 p. c.

QUESTION g. — Quelle est la dépense totale causée par les dites pensions?

RÉPONSE g. — La dépense annuelle (indemnité exceptionnelle de vie chère non comprise) s'élève à 249,811 francs.

De nombreux membres de la Commission ont manifesté le désir de voir le Département de la Défense Nationale dresser, enfin, un projet de statuts pour les sous-officiers, répondant aux desiderata exprimés par ces collaborateurs d'élite, dont le concours est indispensable au bon fonctionnement de l'armée.

Un bon cadre de sous-officiers est particulièrement nécessaire pour la réalisation d'un programme de réduction du temps de service pour les miliciens. Cette réalisation ne sera possible qu'à raison même du rendement supérieur que l'on peut espérer de bons sous-officiers-instructeurs. Et la Commission a pu constater combien l'armée belge comptait de bons éléments de ce genre.

La Commission Spéciale a appris, avec satisfaction, que le Département avait presque terminé l'étude préalable du projet de loi revisant le statut des sous-officiers et le soumettra prochainement à l'avis de M. le Ministre des Finances.

Or, depuis des années, les sous-officiers formulent des revendications, qui n'ont guère été examinées jusqu'à présent.

D'aucuns d'entre eux se sont plaints d'être moins bien traités que des ouvriers et employés des établissements de l'Armée, alors qu'ils fournissent des prestations considérablement plus longues et qu'ils ont la triste perspective de végéter pendant plusieurs années dans un même grade, où ils se trouvent bloqués, faute d'avancement possible dans le cadre.

Indépendamment du statut qui devrait leur être accordé, tous demandent que soit examinée la question de leur transport en chemin de fer. Si, conformément à la réponse faite antérieurement par M. le Ministre Forthomme, il ne peut être délivré aux sous-officiers un libre-parcours sur les chemins de fer, l'Administration pourrait néanmoins les faire bénéficier d'une façon permanente de la réduction qui ne leur est accordée actuellement que s'ils sont munis d'une permission en règle. Ne serait-il pas possible de leur délivrer une carte d'identité analogue à celle accordée aux officiers? Ou d'étudier l'application de mesures accordant une certaine satisfaction aux intéressés? La question des coupons de famille pour les sous-officiers mariés mérite d'être examinée aussi.

* * *

Des membres de la Commission s'étaient étonnés de voir mentionner à l'article 13 / l'instruction des pionniers, ceux-ci étant supprimés. Mais c'est à tort que cette mention a été maintenue dans le libellé de l'article; rien n'est compris de ce chef, dans la somme de 29,000 francs affectée au service de l'instruction.

* * *

En ce qui concerne le service de la Bibliothèque (art 13 g), des membres ont demandé ce que représentent les « dépenses d'administration ».

De la réponse du Département, il résulte que les dépenses d'administration des bibliothèques consistent en :

- 1° Fournitures de bureau;
- 2° Frais de reliure d'ouvrages et de publications périodiques;
- 3° Frais d'entretien des bibliothèques.

* * *

La Commission s'est vivement intéressée au fonctionnement des Écoles des Pupilles de l'armée, aux réformes apportées et au bénéfice qu'a pu retirer l'armée desdites Écoles.

C'est ainsi qu'elle a été amenée à poser la question suivante :

QUESTION. — Quel est le nombre d'officiers et de sous-officiers recrutés pendant ces dernières années dans les Ecoles des Pupilles?

RÉPONSE. 1°) *Officiers*. — Depuis 1919, ces Écoles ont versé à l'École Militaire pour devenir officier le nombre d'élèves ci-après :

Année scolaire 1919-1920	62
» » 1920-1921	32
» » 1921-1922	42
» » 1922-1923	46
» » 1923-1924	32
» » 1924-1925	48
Total.	262

Elèves admis aux universités pour devenir Médecin ou Vétérinaire militaire	32
Total général.	314

En outre, un certain nombre d'ex-pupilles versés aux régiments sont devenus ou sont en voie de devenir officier par le cadre (examen A).

Il convient de réserver une mention à nos 25 *cadets* qui ont été admis après un examen brillant à notre Université Coloniale en vue de faire carrière dans notre Colonie.

2° *Sous officiers*. — Les élèves des Ecoles des Pupilles et Cadets sont versés aux régiments comme caporaux ou brigadiers pour devenir sous-officiers dans la suite.

Ci-après le nombre de gradés versés aux régiments depuis 1919 : 969.

Les Ecoles ont fait l'objet d'une réorganisation sanctionnée par l'Arrêté royal organique du 5 octobre 1923.

La Commission s'est inquiétée aussi de savoir s'il était question de réduire le nombre de professeurs de ces Ecoles ?

M. le Ministre a répondu négativement, mais à la demande posée par un membre de savoir s'il était question de supprimer l'École des Pupilles de Bouillon, M. le Ministre a répondu que la question était à l'examen et qu'aucune décision n'était intervenue jusqu'à présent.

La Commission a demandé encore quel était le montant total des dépenses occasionnées par les Ecoles des Pupilles (traitements, entretien, etc.) suivant les différents postes du budget dont relèvent les dites dépenses.

Voici le tableau transmis en réponse par le Commandement supérieur des Ecoles des Pupilles de l'Armée :

Dépenses des Écoles des Pupilles pour l'année 1926.

		Articles du budget.
Traitements et indemnités	fr. 4,194,610	13 et 39
Nourriture	826,000	33 et 35
Habillement	450,000	35
Entretien bâtiments	177,000	43
Dépenses d'administration	63,300	43
Combustibles	200,000	36
Divers	6,600	13 et 38
Total	fr. 5,917,510	

Passant aux écoles d'armes, des membres ont demandé quelle est la justification et quel est le but des cours d'illettrés aux écoles d'armes.

Il a été répondu par le Département :

« Les cours d'illettrés sont justifiés par le fait que le nombre de miliciens

illettrés incorporés dans les unités actives, s'élève en moyenne, à 9 p. c. (parfois même à 12 p. c). de l'effectif.

» Leur but est d'apprendre à ces hommes à lire, à écrire et à effectuer les quatre opérations fondamentales.

» Il n'y a pas de cours d'illettrés relevant des écoles d'armes. Mais les commandants des unités d'instruction (compagnie, escadron, batterie) attachées à ces écoles, organisent des cours d'illettrés pour les miliciens qui accomplissent leur service dans ces unités comme ils le feraient dans toute autre garnison ».

Des sacrifices sont effectués chaque année pour maintenir l'école pour cuisiniers militaires. Des visites effectuées par la Commission de la Défense Nationale, il semble résulter que peu d'unités utilisent, à la cuisine des troupes, les éléments sortis de ces écoles. Des membres ont demandé, en outre, quelle est la profession des élèves actuels du cours de cuisiniers :

Profession actuelle des élèves du cours de cuisiniers :

2 bouchers.	1 cordonnier.	1 électricien.	1 menuisier.
3 boulangers.	2 agriculteurs	1 marchand de bois.	8 cuisiniers.
1 négociant.	3 pâtisseries.	1 plafonneur.	1 chauffeur de taxi.
1 charpentier.	1 forgeron.	1 domestique.	1 vitrier.
			1 piocheur.

Une seconde question tendait à obtenir le nombre d'élèves, formés par ces cours, affectés aux régiments, pendant les deux dernières années.

Il a été répondu que l'on en comptait :

77 ayant obtenu un diplôme.

158 ayant suivi un cours réduit pour aide-cuisinier.

. . .

Un amendement du Gouvernement a doublé la dépense prévue à l'article 14, pour liquider les comptes relatifs à la rémunération de milice.

La Commission eut désiré connaître :

« Combien de demandes de liquidation a-t-on introduit avant le 31 décembre 1923 par lettres recommandées, comme l'exigeait l'Arrêté royal sur la matière? Quel est le nombre de demandes liquidées? »

A ces questions précises, elle a obtenu du Département de la Défense Nationale, la réponse suivante :

« C'est la loi du 23 mai 1923, prise à l'initiative du département des Finances et du département de l'Intérieur et de l'Hygiène, qui a déterminé les délais endéans lesquels devaient être introduites, sous peine de forclusion, les demandes tendant au règlement de certains arriérés en matière de rémunération de milice (*Moniteur* du 3 juin 1923, p. 2694).

» Le département de la Défense Nationale n'est pas à même de donner suite à la question posée ».

CHAPITRE III.

HÔPITAUX ET PHARMACIES MILITAIRES.

Les compressions enregistrées pour d'autres chapitres de dépenses n'ont guère pu être opérées jusqu'à présent en ce qui concerne les hôpitaux et pharmacies

militaires. L'augmentation continuelle du coût de la nourriture et de l'habillement des malades, ainsi que de l'entretien des bâtiments, en est la principale cause. Il y a lieu de noter pourtant une augmentation de recettes pour cessions de médicaments au Ministère des Colonies et à divers. C'est ainsi que ces recettes, qui seront versées aux Voies et Moyens, sont évaluées à 5,450,000 francs au lieu de 3,950,000 francs.

Toutefois, l'on peut affirmer que le prochain budget enregistrera une sérieuse réduction. Déjà, toutes les infirmeries établies en Allemagne: à Ruhrort, Moers, Neuss, Sterckrade, sont supprimées. Il en est de même de l'hôpital militaire de Crefeld. D'autre part, l'hôpital militaire de Woluwe a été fermé le 1^{er} janvier 1926. Et, au cours de cette année, seront supprimés encore les hôpitaux militaires de Jumet, Malines, Arlon et Brasschaet. Il résultera de ces suppressions, justifiées par les réductions ou les disparitions de garnisons, de sérieuses économies qui s'affirmeront au prochain budget.

Ajoutons-y l'économie d'une somme de 500,000 francs, affecté actuellement au Sanatorium de Montana (Suisse), dont la suppression a été décidée pour 1927. Il y a lieu de signaler, à ce propos, que trois hôpitaux militaires situés en Belgique (Ostende, Marchin et Tournai), sont affectés particulièrement au traitement des tuberculeux.

Sur sa demande, il a été fourni à la Commission la :

STATISTIQUE **de l'Hospitalisation dans les Hôpitaux et Infirmeries Militaires** **pendant les années 1924 et 1925.**

N. B. — Les comptabilités non encore terminées ne permettent pas de donner le décompte d'hospitalisation du dernier trimestre 1925 ; seuls les malades en traitement sont renseignés pour l'année 1925 complète.

ÉTABLISSEMENTS.	ANNÉE 1924.		ANNÉE 1925.		
	Journées d'hospitalisation.	Nombre d'hospitalisés.	Journées d'hospitalisation des trois premiers trimestres.	Nombre d'hospitalisés pour toute l'année.	
Hôpital militaire de Bruxelles.	176,479	12,582	125,423	12,136	
» » de Woluwe .	48,305	810	32,365	488	Fermé le 1 ^{er} janvier 1926.
» » de Louvain .	18,089	1,012	12,168	1,026	
» » de Mons .	10,419	1,082	13,595	1,820	
» » de Tournai .	10,770	1,102	12,247	1,803	
» » de Jumet .	13,948	901	14,739	1,381	Sera supprimé en 1926.
» » d'Anvers .	63,143	2,227	41,301	3,352	
» » de Malines .	16,799	1,709	12,242	2,016	Sera supprimé en 1926.
» » de Gand .	23,326	2,900	24,624	2,705	
» » de Bruges .	28,252	1,921	25,359	2,681	
» » de Liège .	47,742	3,539	35,999	4,767	
» » de Beverloo .	17,939	2,431	17,457	2,422	
» » de Namur .	19,109	1,347	15,620	1,976	
» » d'Arlon .	7,288	496	6,907	591	Sera supprimé en 1926.
» » d'Aix-la-Chap.	33,880	2,097	21,424	1,801	
» » de Crefeld .	49,357	2,437	31,298	2,297	Supprimé le 25 janvier 1926.
Infirmerie de Ruhrort .	5,945	690	»	»	Supprimée le 31 décembre 1924.
» de Moers .	8,647	916	9,258	900	Supprimée le 1 ^{er} octobre 1925.
» de Neuss .	5,048	328	»	»	Supprimée le 31 août 1924.
» de Sterckrade .	750	49	»	»	Supprimée le 25 mars 1924.
» de Brasschaet .	9,588	527	5,974	413	Sera supprimée en 1926.
» d'Elsenborn .	2,721	472	4,142	585	
Institut pour Cure Marine à Ostendé .	24,234	697	20,480	844	
Sanatorium pour tuberculeux pulmonaires à Marchin .	19,280	164	14,216	213	
TOTAL.	661,058	42,486	496,838	46,217	

Des membres ont émis l'avis de voir supprimer encore certains hôpitaux militaires. On pourrait se borner, d'après eux, à installer des infirmeries bien outillées, quitte à transporter les militaires sérieusement malades dans les hôpitaux civils de la localité ou dans les hôpitaux militaires des grandes garnisons.

Ce système est déjà pratiqué d'ailleurs dans certaines petites garnisons et le Département poursuit l'étude de l'extension de ce système. Toutefois, il y a lieu de faire observer que les hôpitaux militaires sont utilisés actuellement pour l'examen et l'observation des cas d'invalidité, ainsi que pour l'hospitalisation des malades et blessés de l'administration des chemins de fer.

. * .

La question, toujours très grave pour l'amélioration de la moralité publique et pour l'avenir de notre race, des affections vénériennes a retenu, comme chaque année, l'attention de la Commission spéciale qui a enregistré avec satisfaction la continuité de la lutte engagée depuis longtemps à l'armée contre ce mal terrible, dont il faut préserver notre jeunesse.

Dans cet ordre d'idées, la Commission a été heureuse de pouvoir enregistrer l'importante diminution des cas d'affections vénériennes traités dans les hôpitaux militaires. De 1,209 en 1924, le nombre en est tombé à 746 en 1925, ce chiffre comprenant les affections contractées avant l'entrée en service, pendant le service et celles dont les rechutes ou complications ont nécessité plusieurs hospitalisations pour le même malade.

On peut espérer que le nombre de malades syphilitiques diminuera encore dans l'avenir, les instructions données tendant à continuer énergiquement la lutte menée dans toutes les unités contre ce mal social et à poursuivre le dépistage qui empêche la création de nouveaux centres de contamination.

. * .

Certaines mesures prises antérieurement pour faciliter le recrutement du personnel médical militaire, ont été assez vivement critiquées. C'est ce qui a amené la Commission spéciale à poser la question suivante :

QUESTION. — Après l'armistice, il fut accordé à des militaires, étudiants en médecine, des avantages de grade, de solde ou de traitement, moyennant la signature d'un engagement, d'une durée variable, dans le service de santé.

Combien de ces miliciens furent-ils déliés de leurs engagements à la fin de leurs études, ne rendant donc aucun service à l'armée ?

RÉPONSE. — Environ 300 étudiants en médecine, parmi ceux engagés dans les troupes du Service de Santé depuis l'armistice dans les conditions signalées au premier alinéa de la question posée furent déliés à la fin de leurs études de l'engagement qu'ils avaient contracté.

Au cours de leur présence sous les armes, les intéressés, tout en continuant leurs études, ont participé au service (garde dans les hôpitaux, périodes de camp et de manœuvres) et font aujourd'hui partie des cadres de réserve.

* * *

Peut-être, y aurait-il lieu aussi d'examiner l'utilité du maintien de l'école des sous-lieutenants de réserve du Service de Santé (E. S. L. R. S. S.), fonctionnant pendant sept mois de l'année au camp de Beverloo.

Pour y être admis, il faut avoir passé avec succès un an à la faculté des sciences d'une université (médecine ou pharmacie). Des cours y sont donnés sur :

Cours militaires. Règlement de discipline, service intérieur, service en campagne, topographie, armement, tir, exercices et évolutions du soldat sans arme.

Cours scientifiques. Service de santé en temps de paix et en temps de guerre. Petite chirurgie; anatomie; éducation physique; hygiène.

Cours de flamand.

A part les cours militaires, les autres cours constituent des superfétations, puisqu'ils sont donnés d'une manière plus développée dans les universités. Ils ne répondent pas d'ailleurs aux exigences scientifiques qu'on pourrait exprimer. Le séjour prolongé à l'école paraît donc inutile et il serait plus simple d'indiquer aux intéressés ce qu'ils doivent connaître en vue des examens auxquels ils seraient soumis.

Il semble qu'on pourrait utiliser plus rationnellement les services des 224 élèves de cette école, dont 70 médecins et 30 pharmaciens diplômés. Pourquoi ne pas les envoyer par exemple dans les hôpitaux militaires et les laboratoires ?

Ici encore, la Commission spéciale a enregistré avec satisfaction la mise à l'étude de ces diverses questions par le Ministère de la Défense Nationale.

CHAPITRE IV.

ACADÉMIE MILITAIRE.

Les dépenses pour ce chapitre sont légèrement réduites si on en compare le chiffre à celui du budget précédent, malgré l'application de la péréquation des traitements. Mais cette diminution n'a pu être obtenue que par des réductions de personnel.

Voici le tableau comparé des dépenses de ce chapitre :

En 1924	1,995,740 francs
En 1925	2,207,705 francs
En 1926	2,114,675 francs.

Des membres ont demandé la décomposition du poste de 441,200 francs pour 14 professeurs civils, porté au B. Corps enseignant de l'École Militaire (art. 16).

Voici ce qui a été répondu par le Département de la Défense nationale :

RÉPONSE. — a) Traitement :

6 professeurs à 30,000	fr. 180,000
1 — 28,000	28,000
4 — 26,000	104,000
1 — 24,000	24,000
3 — 22,000	66,000

b) Minerval :

12 professeurs à 4,500	54,000
2 — 3,600	7,200

Soit 14 professeurs pour un total de. . . fr. 441,200

CHAPITRE V.

ARMEMENT, CHARROI ET HARNACHEMENT DE L'ARMÉE.

Bien que la dépense portée à l'article 23 eut déjà été réduite, comparativement à l'an dernier, par une diminution du personnel utilisé dans les différentes manu-

factures et autres services, un amendement du Gouvernement est venu réduire encore la dépense prévue. Il en est de même à l'article 24. Ce qui permet de constater qu'il y a là une économie effective, si l'on compare les chiffres de ce chapitre aux trois derniers budgets :

Budget de 1924	fr. 48,490,610
» de 1925	50,487,385
» de 1926	46,506,822

L'attention de la Commission s'est portée sur le fonctionnement de divers organismes militaires. C'est ainsi que, reprenant une suggestion faite depuis longtemps à la Commission de la Défense Nationale, la Commission spéciale a posé la question suivante :

QUESTION. — A quel point en est l'examen de la question du raccordement de la Fonderie de Canons à la voie ferrée ?

RÉPONSE. — L'autorisation de construire le raccordement de la Fonderie Royale de Canons, à Liège (Vivegnis), a été demandée à l'Administration des chemins de fer en août 1924.

Le 1^{er} décembre 1924, la Direction des Voies et Travaux a informé le Délégué Militaire, auprès du Ministre des chemins de fer, de ce que le projet dressé par l'autorité militaire, ne pouvait pas être approuvé, la courbe d'entrée au Quai de Coronmeuse présentant un rayon de moins de 75 mètres, minimum prescrit par les instructions en vigueur à l'Administration des chemins de fer.

Par la même occasion, elle préconisa de remplacer cette courbe directe par un dispositif à rebroussement.

Cette dernière proposition fut combattue par la Direction de la Fonderie Royale de Canons et par la Ville de Liège et, à la suite d'une entrevue avec le Directeur des Voies et Travaux du groupe de Liège, mon Département a obtenu le maintien, à titre exceptionnel, du projet primitif avec courbe de 60 mètres de rayon environ.

Au début de 1925, et au moment où le Département se disposait à dresser la proposition définitive, il apprend :

1° Que l'Administration des chemins de fer envisage des modifications importantes aux voies au droit de l'usine à gaz de façon à ne maintenir qu'une seule voie pour desservir cette usine, la Fonderie de Canons et le charbonnage de la Grande-Bacnure. Ce dernier est branché actuellement en voie principale ;

2° que l'Administration des Ponts et Chaussées et la Ville de Liège ont proposé une modification du tracé adopté primitivement au droit de l'écluse n° 1 du canal de Liège à Maestricht.

Le 24 mars 1925, le Directeur de la Fonderie Royale de Canons fait savoir qu'il est d'accord au sujet des modifications envisagées au 2° ci-dessus et fournit, en même temps, le projet modifié pour ce qui concerne les installations situées en dehors des clôtures du railway.

Quant aux transformations projetées à l'intérieur des clôtures, depuis le 19 février 1924, il a été demandé au Directeur du Groupe de Liège de faire connaître les intentions de son Administration sur ce point. Nonobstant plusieurs démarches et des rappels envoyés périodiquement au Service susdit ainsi qu'à la Direction des Voies et Travaux, sa décision n'a été connue, officieusement, que

dans le courant de décembre 1925, et officiellement, par la lettre du 5 février courant n° 597/T/254/7 du Directeur de Liège, ci-jointe en copie (1).

De cette information, il semblerait que cette affaire n'est pas encore réglée définitivement. Des informations recueillies à la Direction des Voies et Travaux, il résulte toutefois qu'il n'en est pas ainsi et que la construction du raccordement peut être envisagée.

Mon Département poursuit la rédaction de la proposition définitive.

C'est avec satisfaction que la Commission a enregistré la promesse que cette réforme, demandée depuis longtemps déjà, sera enfin réalisée. Elle contribuera à mettre cet important établissement à la hauteur des nécessités et de la situation faites aux usines relevant de l'industrie privée.

* *

La Commission spéciale s'est intéressée tout particulièrement aux conditions de travail, ainsi qu'aux salaires payés, dans les fabriques militaires. Des différences notables de salaires payés dans différentes usines ayant été relevées, il a été demandé à M. le Ministre quelles sont les raisons qui légitiment les différences de salaires payés aux spécialistes et non-spécialistes des grands parcs d'armée, des parcs divisionnaires et des ateliers de fabrication de munitions. Et quelles sont les indemnités qui viennent s'ajouter aux salaires ?

M. le Ministre de la Défense Nationale a fait parvenir la réponse suivante :

Réponse. — 1° Les salaires des ouvriers ont été fixés suivant les régions :

- A) localités agricoles ;
- B) localités mi-industrielles ;
- C) localités industrielles ;

Ces salaires-horaires sont :	A	B	C
journaliers ou manœuvres spécialisés . . fr. de	1.70	de 1.80	de 1.90
	à 2.40	à 2.20	à 2.30
journaliers ou manœuvres non spécialisés . fr. de	1.50	de 1.60	de 1.70
	à 1.95	à 2.05	à 2.15

Le salaire journalier moyen porté au projet de budget de 1926 à l'article 23 e) Grand Parc d'Armée, f) Parcs divisionnaires et g) Ateliers de fabrication de munitions, est compris pour les catégories envisagées entre le minimum et le maximum fixés ci-dessus.

(4) Voici le texte de cette lettre :

Liège, le 5 février 1926.

Délégation militaire auprès du Ministre des Chemins de Fer, à Bruxelles.

MESSIEURS,

Suite à votre lettre du 7-12-1925, n° 8559/R7/7, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en effet le projet des modifications à apporter aux installations du raccordement de l'usine à gaz de Liège (Vivegnis) est approuvé par l'autorité supérieure.

Toutefois, la ville de Liège, d'accord avec le charbonnage de la Grande-Bacnure, a demandé une modification. Cette affaire est actuellement en instruction. Dès qu'une décision sera intervenue j'aurai soin de vous en aviser immédiatement.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

*Pour l'Ingénieur en chef Directeur de Service :
l'Inspecteur technique délégué.*

Alors que le Grand Parc d'Armée et les Ateliers de fabrication de munitions sont compris dans les localités industrielles, les Parcs divisionnaires ont été comptés dans les localités mi-industrielles.

2° Dans les salaires des ouvriers inscrits à l'article 23 du projet de budget pour 1926, sont comprises, le cas échéant, les primes de bon rendement.

La Commission spéciale avait demandé encore, à propos des ateliers de fabrication de munitions :

Pour quels motifs le salaire des apprentis est-il réduit de 2 francs par jour?

RÉPONSE. — Le minimum du salaire des apprentis est de 4 francs.

Le maximum du salaire des apprentis est de fr. 11.20.

Les deux postes, fr. 4.80 et 6.80, sont donc compris entre ces limites. Il s'agit d'ailleurs de salaires moyens et ceux-ci dépendent, en fait, de la situation d'ancienneté des apprentis en service.

Actuellement, le salaire journalier moyen à prévoir pour 1926, est de fr. 4.80.

La Commission spéciale a été saisie aussi de plaintes émanant des agents techniques d'artillerie de Belgique, qui paraissent avoir été lésés dans l'application de la péréquation, par le fait de leur assimilation à des agents non comparables. En réponse à leurs plaintes, il leur avait été promis par leurs chefs directs que l'insuffisance des traitements leur accordés serait compensée par l'attribution de primes. Mais les intéressés ont eu beau remettre des rapports comportant des parallèles entre les compétences, les fonctions, les travaux de différentes catégories de fonctionnaires, notamment des chefs d'ateliers des chemins de fer, à qui ils avaient été assimilés, ils n'ont pu, jusqu'à présent, obtenir satisfaction. Ces rapports, avec les avis favorables émis par les chefs compétents des agents techniques d'artillerie, restent soumis à la Commission de révision de la péréquation fonctionnant au Ministère des Finances qui ne se prononce pas.

La Commission spéciale du budget de la Défense Nationale, tenant compte des services précieux rendus par les agents techniques espère que leur cas sera examiné au plus tôt et solutionné dans le sens le plus favorable permis par les circonstances actuelles.

CHAPITRE VI.

BÂTIMENTS ET CONSTRUCTIONS MILITAIRES.

Une compression sérieuse des dépenses a été opérée dans ce domaine, où pourtant l'esprit d'économie doit être subordonné au souci de bonne conservation et d'entretien régulier des bâtiments, sous peine de se trouver bientôt en présence de réfections plus importantes et beaucoup plus dispendieuses. L'économie réalisée constitue une réaction contre l'augmentation trop forte du budget précédent.

Voici, d'ailleurs, le montant des dépenses pour ce chapitre, relevé aux trois derniers budgets :

Budget de 1924		fr.	13,472,545
— 1925			15,628,940
— 1926			13,865,000

Ce dernier chiffre résulte des réductions proposées par les amendements du Gouvernement aux différents articles du budget groupés au Chapitre VI.

Dans la pensée d'accentuer encore la possibilité d'économies, des membres ont

émis l'idée de voir supprimer le service des bâtiments militaires pour le réunir au service général des bâtiments publics existant au Département des Travaux publics. Nul doute que cette suggestion soit examinée avec toute l'attention qu'elle mérite, ainsi que les possibilités de sa réalisation ultérieure.

Des membres ont critiqué les dépenses d'entretien des forts d'Anvers et de la Meuse. D'autres ont demandé que soit examinée bientôt la question de la désaffectation des forts, ou tout au moins de la désaffectation des terrains se trouvant autour des forts, afin de permettre à l'agriculture d'en prendre possession ou d'en faire des terrains à bâtir. La Commission a été quasi-unanime à réclamer la suppression des servitudes, dont se plaignent les propriétaires de terrains autour des forts. Il faudrait, enfin, permettre à l'initiative privée d'édifier des constructions sur les terrains, dont les servitudes ne se justifient plus. Il y a lieu d'espérer que le Gouvernement fera, très prochainement, un sérieux effort dans ce sens.

La Commission estime, d'ailleurs, qu'il serait utile de soumettre à révision toute la législation en matière de servitudes militaires, cette législation étant particulièrement surannée.

CHAPITRE VII.

SERVICES TECHNIQUES DU GÉNIE.

La comparaison des trois derniers budgets indique les montants suivants des dépenses imputées à ce chapitre :

Budget de 1924	fr. 3,185,200
— 1925	3,893,760
— 1926	3,684,925

Ce dernier chiffre résulte de l'application de l'amendement du Gouvernement réduisant les dépenses, à l'article 50, de 191,150 francs, à raison de compressions nouvelles et de la mise des fournitures de bureaux à charge de l'Institut Cartographique militaire.

Il y aurait lieu pourtant, de rechercher la possibilité d'économies nouvelles sur ce chapitre. On peut se demander, notamment, pourquoi l'armée doit utiliser du personnel civil pour donner des leçons à des soldats, alors qu'on disposait, en cas de mobilisation, de cheminots de métier? Le régiment des chemins de fer ne constitue-t-il pas un organisme discret dans l'esprit de l'armée nouvelle?

On objectera que cette unité doit pourvoir à l'entretien et à l'exploitation de trois petites lignes stratégiques. Encore faudrait-il démontrer l'utilité du fonctionnement desdites lignes en temps de paix.

CHAPITRE VIII.

AÉRONAUTIQUE.

Les dépenses imputables à ce chapitre n'ont cessé d'augmenter depuis quelques années, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

Budget de 1923	fr. 21,590,000
» » 1924	24,612,590
» » 1925	28,783,440
» » 1926	26,600,000

Cette dernière réduction n'est qu'apparente; elle résulte du fait que l'Administration de l'aéronautique civile a cessé, depuis le 1^{er} septembre dernier, d'être rattachée au Ministère de la Défense Nationale pour passer définitivement au Ministère des Chemins de fer. De ce fait, disparaissent deux articles du budget de la Défense Nationale qui, pour le personnel d'administration de l'aéronautique, ainsi que pour le matériel, les approvisionnements, les primes, subsides, etc., prévoyaient en 1925 une dépense de 6,548,440 francs.

L'augmentation des dépenses pour l'aéronautique militaire s'accroît donc, en réalité. Elle résulte de l'augmentation du personnel navigant et de ses indemnités aéronautiques, du plus grand nombre d'avions à entretenir, etc.

La Commission a enregistré la promesse d'augmentation du nombre de pilotes à former. En attendant, elle s'est enquis du nombre de pilotes formés par les écoles civiles d'aviation, qui touchent d'importantes sommes en primes pour la formation d'élèves-pilotes militaires. Elle a posé à ce sujet, les questions suivantes :

QUESTIONS. — 1° Quel est le nombre d'élèves militaires aux écoles civiles d'aviation en 1924 et 1925 ?

2° Combien de pilotes militaires ont fourni ces écoles pendant les mêmes années ?

RÉPONSES. — En 1924 :

1° à Anvers : 45 élèves militaires ;

à Gosselies : 44 élèves militaires (dont 7 payés à charge de l'article 34, Administration de l'Aéronautique civile).

En 1925 :

à Anvers : 45 élèves militaires ;

à Gosselies : 45 élèves militaires.

En 1924 :

2° à Anvers : 44 pilotes militaires ;

à Gosselies : 41 pilotes militaires.

En 1925 :

à Anvers : 43 pilotes militaires ;

à Gosselies : 42 pilotes militaires.

CHAPITRE IX

NOURRITURE DES TROUPES. — FOURRAGES ET AUTRES PRESTATIONS.

Il y a lieu de noter que les prévisions des dépenses inscrites à ce chapitre ont été en s'accroissant en ces dernières années. De 132,723,386 francs en 1924, elles sont passées à 153,326,500 francs en 1925, et sont prévues, pour 1926, à 156,569,910 francs, bien que le chiffre total du contingent soit réduit d'un millier d'hommes. Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement continu du prix des vivres. C'est ainsi que la ration de pain est passée du prix de fr. 0.60, en 1924, à fr. 1.05, en 1926, pour l'armée d'occupation, et de fr. 0.48 à fr. 0.84 pour les troupes casernées en Belgique. De même, le coût du biscuit a haussé de fr. 0.91 à fr. 2.15. La viande coûtait en 1924, à l'A. O., fr. 1.22, et en Belgique fr. 0.91 ; ces prix ont atteint respectivement fr. 1.66 et fr. 1.24. Pour les petits vivres, les prix respectifs de fr. 0.28 et fr. 0.22 se sont haussés à fr. 0.53 et fr. 0.42.

Les augmentations de crédit, qu'un amendement du gouvernement a réduit de 6,914,325 francs, sont donc très justifiées. Aucune protestation ne s'est élevée à ce sujet au sein de la Commission spéciale, dont tous les membres estiment que la nourriture du soldat constitue un des éléments essentiels du bon fonctionnement de l'armée. De même, l'amélioration des logements, du couchage des troupes, représente des sacrifices estimés indispensables.

Certaines économies ont pu être réalisées, à raison de l'évacuation d'une partie de la zone d'occupation, en ce qui concerne les prestations supplémentaires à allouer au personnel de l'A. O.

D'autre part, la réorganisation de l'armée et la réduction de la cavalerie ont permis de diminuer les effectifs en chevaux et le nombre de chevaux à acquérir.

Néanmoins, la dépense pour les fourrages sera en 1926, de fr. 33,451,578.45 contre 30,983,098 francs en 1925. Cette dépense ne sera réellement réduite qu'en 1927, lorsque la réduction de l'effectif de cavalerie portera sur toute l'armée.

On peut espérer aussi que sera menée bientôt à bien l'étude poursuivie au Ministère en vue de la suppression des chevaux de selle à certaines catégories d'officiers qui, étant affectés à des services spéciaux, n'accomplissent pas leur service à la troupe.

Des membres s'étaient étonnés du terme « pupilles non-militaires », utilisé au paragraphe / de l'article 33. Il s'agit de pupilles âgés de moins de 16 ans, se trouvant dans les écoles de pupilles, mais qui ne peuvent être considérés comme militaires, aucun engagement ne les liant. Ce n'est qu'à l'âge de 16 ans révolus qu'ils sont admis à contracter un engagement volontaire leur donnant la qualité de militaire.

* *

L'équipement des troupes a fait aussi l'objet d'un examen approfondi de la part de la Commission spéciale, qui a demandé comment se décompose notamment la somme de 37,634,640 francs inscrite au paragraphe a de l'article 35 pour achat, confection et entretien des objets d'équipement. En répondant à cette question, le Département de la Défense Nationale a fourni aussi le tableau des articles achetés, avec quantités et dépenses afférentes.

Réponse. — Equipement du contingent annuel et des volontaires.	fr. 30,178.640
Entretien du cadre permanent (sous-officiers, caporaux et soldats rengagés).	7,456,000
Total.	fr. 37.634,640

Il a été engagé, jusqu'à ce jour, à valoir sur ces crédits, une somme d'environ 10,500,000 francs. Cet engagement a eu lieu conformément aux lois budgétaires qui prévoient l'achat, un an ou deux d'avance, des cuirs pour chaussures nécessaires à l'armée. Ces dépenses se répartissent à raison d'un douzième par mois, sur tout l'exercice.

Détails des achats effectués pour l'exercice 1926 :

Cuirs divers achetés pour les besoins de 1926.

Quantités.	Prix moyen.	Montant.
	Francs.	Francs.
50,000 kilos de cuirs forts à l'échauffe.	19,68	984,060
150,000 kilos de cuirs forts à l'échauffe.	20,87	3,131,020
250,000 kilos de cuirs d'empeigne . .	6,07	1,519,400
300,000 pieds de cuirs d'empeigne . .	6,09	1,828,900
80,000 kilos de bandes de cuir lissé .	18,71	1,499,720
50,000 kilos de bandes de cuir lissé. .	19,03	951,930
20,000 kilos de collets de vache lissés .	15,34	306,850
15,000 kilos de collets de vache lissés .	15,67	335,480
Total. . .		10,557.360

Les 27 millions restant doivent être engagés prochainement afin d'assurer en temps opportun l'approvisionnement régulier des troupes.

Il n'est pas encore possible de donner actuellement le détail des divers achats à effectuer, le programme ne pouvant être définitivement arrêté qu'après examen approfondi des besoins, eu égard à l'organisation nouvelle de l'armée.

Ce dernier paragraphe provoque une réflexion : il est assez étrange qu'avec la prévision d'une réduction assez sensible des effectifs, il soit prévu une augmentation de dépenses, notamment en ce qui concerne le personnel du magasin central qui passe de 572 membres, en 1925, à 634, en 1926, pour une dépense correspondante de fr. 1,913,275 s'élevant à fr. 2,844,314.25. Mais il y a lieu de signaler la mise en activité de la fabrique de vêtements militaires établie à Roulers, qui justifie heureusement cette augmentation.

CHAPITRE X.

TRANSPORTS, INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENT, ET DÉMÉNAGEMENT.

Les compressions opérées sur les dépenses groupées en ce chapitre, comparativement à l'exercice 1925, paraissent pouvoir être accentuées encore si l'on se rapporte à l'exercice pénultième. En effet, voici le montant des prévisions des trois derniers exercices :

Budget de 1924	fr. 11,395,000
— 1925	14,671,400
— 1926	13,540,000

Il y a lieu pourtant de tenir compte de l'augmentation des tarifs de transport par terre et par eau, ainsi que des majorations des traitements.

Votre Commission s'est enquis plus particulièrement de la décomposition du chiffre de 600,000 francs prévu au littéra *b* de l'article 39 pour « frais de représentation et de missions spéciales des officiers ». Le département de la Défense Nationale a répondu que cette prévision avait été calculée aussi approximativement que possible, en tenant compte des dépenses des exercices antérieurs et qu'elle comportait la liquidation de différentes indemnités :

Litt. b. — La somme de 600,000 francs est estimée nécessaire pour liquider :

- 1° Les indemnités spéciales allouées aux Attachés Militaires et à leurs adjoints, à Paris, Londres et La Haye fr. 300,000
- 2° L'indemnité spéciale allouée à l'officier belge détaché auprès du Comité de garantie aéronautique à Berlin 48,000
- 3° Les indemnités spéciales allouées : *a*) aux officiers en stage dans les corps ou établissements d'instruction de l'armée française, *b*) aux officiers et fonctionnaires en mission à l'Etranger 200,000
- 4° L'indemnité de représentation allouée au Commandant de l'A. O., ainsi qu'aux Commandants de D. I. et de l'A. O. 20,000
- 5° Les dépenses relatives aux frais de réception de personnalités de passage en Belgique (notamment visite des navires de guerre étrangers). 32,000

De même, la somme de 325,000 francs prévue au litt. *C.* dudit article pour « paiement des billets spéciaux forfaitaires délivrés aux officiers, fonctionnaires et agents civils voyageant pour le service » est estimée nécessaire pour liquider, au profit de l'Administration des Chemins de fer :

- 1° Le prix des billets spéciaux utilisés par les officiers, fonctionnaires et agents civils se déplaçant pour le service;

2° Le coût des abonnements en chemins de fer, généraux ou limités, délivrés aux officiers, fonctionnaires et agents qui sont astreints à des déplacements fréquents; savoir :

14,000 billets spéciaux de première classe à fr. 17.70 . . .	247 800
5,800 — de deuxième classe à fr. 12.20 . . .	61,000
Abonnements	16,200

CHAPITRE XI.

PENSIONS ET SECOURS, SUBSIDES.

Il y a lieu de constater encore pour ce chapitre un accroissement des dépenses. Celles-ci avaient été réduites de 6,410,500 francs en 1924 à 4,571,500 en 1925 et remontent à 7,330,000 francs en 1926. La réduction de 1924 à 1925 avait été obtenue notamment par de nombreuses pensions à la charge du budget de la Dette publique, transférées au cours de cet exercice, à charge du budget de la Défense Nationale. Tandis que l'on se trouve en 1926, devant une augmentation du nombre de pensions et du chiffre d'arriérés à liquider, ainsi que du nombre de veuves d'invalides et enfin des conséquences de la péréquation des traitements. De plus, un amendement du Gouvernement est venu augmenter les chiffres prévus, à raison du paiement d'une indemnité de vie chère aux bénéficiaires soit d'une pension d'ancienneté et de service, soit de secours viagers.

Il y a lieu de tenir compte que, par application des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, le Département de la Défense Nationale a prévu une intervention patronale pour les employés, ouvriers et ouvrières de l'Administration Centrale, ainsi que des établissements et services de l'armée, qui n'ont pas droit à une pension de retraite en vertu des règlements existants.

CHAPITRE XII.

DÉPENSES DIVERSES ET DÉPENSES IMPRÉVUES.

Les dépenses inscrites à ce chapitre ont soulevé de très vives discussions au sein de la Commission spéciale, tout particulièrement en ce qui concerne le corps des torpilleurs et marins qui bénéficie de cinq millions de crédits annuels, s'élevant même à dix millions, si l'on tient compte des dépenses extraordinaires.

Des membres ont proposés la suppression pure et simple de ce corps, estimant qu'il ne rentrait pas dans le plan de défense générale du pays. S'il existe, ce n'est qu'occasionnellement, à raison de ce que nous avons hérité de quelques torpilleurs qui nous ont été attribués sans que nous les ayons demandés.

D'autres membres ont objecté que la suppression du corps des torpilleurs et marins équivaldrait à l'abandon de la défense de la côte.

A raison même de ces divergences de vues, la Commission spéciale du budget aurait désiré connaître l'avis du Gouvernement sur la nécessité de maintenir ou la possibilité de supprimer le corps des torpilleurs et marins. M. le Ministre de la Défense nationale s'est défendu d'émettre un avis actuellement, estimant que la question est intimement liée à celle de la réorganisation militaire et qu'il y avait lieu, dès lors, d'ajourner toute décision jusqu'après examen complet de ce grand problème. La Commission s'est ralliée à cette manière de voir et les membres qui avaient proposé le rejet des crédits pour le corps des torpilleurs et marins ont déclaré accepter l'ajournement de leur proposition.

La Commission spéciale a enregistré l'amendement du Gouvernement diminuant de 204,350 francs les crédits pour le service de la sûreté militaire maintenue à l'armée d'occupation, ce à raison d'une nouvelle réduction du personnel, qui se justifie par l'évacuation d'une partie de la zone d'occupation.

* .

La même cause a provoqué la réduction de 14 à 6 du nombre de surveillants de travaux au service du contrôle de casernement à l'armée d'occupation. Les fonctions de ces surveillants consistent à vérifier la manière dont les travaux, commandés par voie de prestation, sont exécutés. De même, le nombre des comptables a été réduit de 12 à 8, ce qui paraît amplement suffisant pour la tenue de la comptabilité des prestations fournies par l'Allemagne pour les besoins du casernement et celle des magasins de mobilier de casernement. Ces réductions, par suite de l'amendement du Gouvernement, atteignent 256,805 francs. Il est à remarquer que tous les agents de ce service sont temporaires et que leur licenciement ne comporte donc pas de charge budgétaire.

Des membres ont fait remarquer que l'importance des réductions opérées atteint à peine le tiers de la dépense antérieure, alors que l'occupation est réduite des deux tiers. Il y a lieu de remarquer que le personnel remercié ne cesse le service qu'après l'évacuation complète, soit vers fin mars 1926, puis jouira d'un congé de trois mois avec traitement.

. .

La Commission spéciale s'est informée de l'état de la mobilisation industrielle, toujours à l'étude.

M. le Ministre de la Défense Nationale a répondu :

Cette question se présente comme suit :

Le Département a déterminé :

1° La hauteur de stocks d'objets de toute espèce, nécessaires à l'armée mobilisée, qui doivent exister le premier jour de la mobilisation ;

2° Les besoins mensuels de chaque objet nécessaire au soldat en temps de guerre.

Les stocks énoncés au 1° doivent être constitués par les chefs des services intéressés du Département, soit par la fabrication dans les établissements militaires, soit par des acquisitions.

Les besoins énoncés au 2° rentrent spécialement dans les attributions du service de la mobilisation industrielle. C'est ce service qui doit préparer les moyens de trouver ces objets en temps de guerre. On a commencé à classer ces besoins en deux catégories principales : ceux qui peuvent être satisfaits d'une façon courante et ceux qui ne peuvent l'être que d'une manière occasionnelle ou pas du tout.

Pour les premiers, on établit des statistiques de quantités, ainsi que les endroits où on pourrait les trouver.

Chaque objet important, et il y en a beaucoup, doit être soumis à une étude détaillée. Des résultats nombreux ont été acquis mais chacun comprendra qu'il ne peut être question, à ce propos, d'entrer dans des détails précis.

La Commission avait demandé aussi à connaître le montant des dépenses consacrées aux frais d'études par les industriels ?

Réponse. — Ces frais d'études consistent dans le remboursement aux industriels

des sommes qu'ils ont consacrées pour établir le plan de mobilisation de leur usine. Jusqu'à présent, les études n'étaient pas assez avancées pour commencer ces plans de mobilisation. On commencera en 1926 et il est difficile de fixer la somme qui sera nécessaire; elle ne sera pas cependant supérieure à 50,000 francs.

En ce qui concerne le montant des dépenses pour expériences, il a été répondu :

En principe, le Service de la Mobilisation industrielle ne se livre pas à des expériences. Il pourra être amené à soutenir les expériences faites par le Service de Protection contre les gaz.

La Commission avait demandé, en outre, quelle est la dépense pour la constitution de stocks de machines et d'outillage et quelle est l'importance de ces stocks.

RÉPONSE. — Il n'entre pas dans les intentions du Département de constituer, en temps de paix, des *stocks importants* de machines et d'outillage.

Le Service de la Mobilisation industrielle se borne à rechercher parmi les usines existantes, celles qui, par leurs fabrications spéciales, possèdent des machines qui conviennent aux fabrications militaires. Il tient note de ces machines, pour pouvoir, à un moment donné, faire un regroupement judicieux.

* *

Des membres avaient demandé a) quelle était la répartition du poste de 194,000 francs prévu à l'article 51, litt. a :

1. pour honoraires d'avocats et
2. frais de procédure en 1926 ?

b) Les avocats sont-ils tous attitrés comme avocats du Ministère ou sont-ils choisis pour chaque procès ?

RÉPONSES. — a) Il est à remarquer que le poste de 194,000 francs a été ramené, par voie d'amendement, à 182,000 francs (voir *Documents parlementaires* n° 123, Chambre des Représentants, Séance du 12 janvier 1926).

Ce poste de 182,000 francs se répartit comme suit :

- | | |
|----------------------------------|-----------------|
| 1. Honoraires d'avocat | 157,000 francs. |
| 2. Frais de procédure | 25,000 francs. |

b) Tous les avocats sont attitrés comme avocats du Département.

CHAPITRE XIII.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES. — SERVICES DIVERS.

Il est permis d'enregistrer une sérieuse réduction des dépenses à ce chapitre, ainsi qu'il appert de la comparaison des chiffres des derniers budgets :

Budget de 1924	fr. 75,773,695
— 1925	72,212,926
— 1926	65,742,109

Les compressions de dépenses opérées cette année résultent principalement des réductions de personnel, de la diminution progressive des organismes temporaires et de la suppression de certaines dépenses qui ne sont plus à envisager en 1926,

notamment en ce qui concerne la Commission de la marine militaire ou l'équipement des laboratoires de recherches du service des gaz de combat. Et, enfin, à raison de ce que les opérations de regroupement des tombes des militaires belges décédés pendant la guerre sont terminées.

Petit à petit, ainsi diminuent ou disparaissent des dépenses résultant encore de la guerre et qui, pendant plusieurs années, ont alourdi le Budget de la Défense Nationale.

* * *

Les mesures prises à l'égard d'agents temporaires qui, par raison d'économie, ont dû être licenciés ont suscité quelque émoi dans le public. Aussi la Commission spéciale a-t-elle cru devoir se rendre compte de l'importance de ces licenciements et des mesures prises pour le remplacement des agents atteints par cette mesure.

En conséquence, elle a posé les questions suivantes :

QUESTIONS. — a) Quel est le nombre d'agents temporaires licenciés ?

b) Quelles sont les mesures prises pour leur remplacement en d'autres départements ?

c) Combien en est-il qui ont été remplacés ?

RÉPONSES. — a) Exercice 1925 : 67 ; janvier 1926 : 8.

b) Un organisme a été créé au Cabinet du Premier Ministre pour le remplacement des agents licenciés dans d'autres départements.

c) 17 à la Caisse d'Epargne ; 3 à l'Administration Centrale du Ministère des Finances.

La Commission spéciale a émis le vœu de voir tous les temporaires licenciés être repris, par préférence et priorité, au fur et à mesure des vacances d'emplois dans les divers départements ministériels.

* * *

L'entretien des sépultures militaires entraîne des dépenses assez considérables, qui se totalisent par 3,717,000 francs. Ce service doit assurer l'entretien des sépultures des militaires belges en Belgique et à l'étranger, le parachèvement des cimetières militaires, ainsi que l'entretien des sépultures des militaires alliés et des militaires allemands en Belgique. Ces entretiens comportent des dépenses assez importantes et dont on peut se rendre compte, par le fait qu'il existe en notre pays 156 cimetières de militaires alliés, contenant nombre de monuments commémoratifs. Ces cimetières ont presque tous été établis dans des terrains particuliers que l'État acquière au fur et à mesure de l'aboutissement des négociations menées par l'administration des Finances. C'est ce qui explique le chiffre de 400,000 francs porté au litt. b de l'art. 59.

Le service des sépultures militaires a pour mission aussi de veiller au regroupement, à l'entretien et à la surveillance des cimetières et des tombes des soldats allemands. Une somme de 350,000 francs est nécessaire pour l'entretien des 150,000 tombes allemandes environ, réparties en Belgique dans de nombreux cimetières purement allemands, dans des cimetières militaires mixtes et dans une grande quantité de cimetières communaux, savoir :

PROVINCES.	CIMETIÈRES			TOTAUX.
	Purement allemands.	Militaires mixtes.	Communaux.	
Anvers	»	1	29	30
Brabant	1	»	35	36
Flandre Occidentale.	164	»	59	223
Flandre Orientale .	5	1	144	150
Hainaut	8	8	129	145
Liège	4	»	31	35
Limbourg.	3	»	33	36
Luxembourg	»	43	54	97
Namur	9	9	58	76
TOTAUX.	194	62	572	828

L'entretien des sépultures allemandes est effectué par application de l'art. 225 du Traité de Versailles et consiste à maintenir les tombes et les cimetières spéciaux dans un état décent, sans plus, les Allemands n'intervenant en aucune façon dans les frais d'entretien. Ceux-ci s'élèvent en moyenne à 2 francs par tombe, soit 300,000 francs par an, plus 50,000 francs pour renouvellement périodique des croix en bois et restauration des clôtures.

Enfin, il y a lieu de signaler que les opérations de rapatriement des corps de tous les militaires belges décédés en Allemagne pendant la guerre, ainsi que ceux des civils morts en déportation et réclamés par les familles, opérations qui avaient dû être interrompues en suite des incidents qui ont accompagné l'occupation de la Rhur, n'avaient pu être reprises en 1925. Un amendement du Gouvernement vient, très justement, d'augmenter de 1 1/2 million le poste adéquat du budget, afin de pouvoir, cette année enfin, donner satisfaction aux désirs très légitimes des parents qui attendent depuis si longtemps le retour des restes d'êtres chers pour leur inhumation en la terre patriale.

*
* *

A la demande de plusieurs membres, les questions suivantes ont été posées au sujet de l'article 60 du budget :

QUESTIONS POSÉES. — a) Quel est le nombre de cas encore en litige et pour quelle dépense totale ?

b) En quelle année, le Département compte-t-il avoir liquidé complètement les dépenses résultant des réquisitions de véhicules automobiles.

RÉPONSES. — a) Il reste en litige 73 dossiers pour lesquels une dépense globale de 450,000 francs est prévue, en tenant compte des indemnités probables revenant aux prestataires.

b) Il n'est pas possible de déterminer à quelle date la liquidation des véhicules automobiles pourra être *entièrement* terminée parce que :

1° Des demandes de paiement, auxquelles la loi de forclusion du 20 juillet 1921

ne peut être appliquée, parviennent encore au Département (prestataires qui se sont adressés par erreur aux Tribunaux des dommages de guerre qui se déclarent incompétents) ;

2°) Il y a encore 34 procès en cours pour lesquels aucune prévision sérieuse ne peut être faite quant à leur terminaison ;

3° A ce jour, des prestataires n'ont pas retourné au Département, malgré de nombreux rappels, la déclaration d'acceptation exigée avant tout paiement.

Il résulte de ce qui précède que des crédits devront être prévus au Budget de 1927, notamment pour liquider les jugements qui seront rendus après le 1^{er} janvier 1927, l'exercice d'imputation de dépenses se terminant, en l'occurrence, par la date des jugements (loi du 13 mai 1846 organique de la Comptabilité de l'Etat).

* *

C'est après s'être livré à l'examen consciencieux du Budget de la Défense Nationale, ainsi qu'il appert du présent rapport, que la Commission a approuvé ledit Budget à l'unanimité de ses membres

Le Rapporteur,

VICTOR ERNEST.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.



(N^o 226.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MAART 1926.

Begrooting

van het

Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1926 ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER ERNEST

MIJNE HEEREN.

Het in 't oog springend feit, bij een eerste onderzoek der gewone begrooting van het Ministerie van Landsverdediging voor 1926, is een merkbare stap vooruit op den weg der bezuinigingen, der daaruit volgende beperkingen, zonder dat evenwel de inrichting der Landsverdediging daardoor eenigszins wordt benadeeld noch gewijzigd. De bezuinigingen die in vergelijking met de voorgaande begrooting, werden verwezenlijkt, geven zelfs geenszins acht op de ontwerpen tot militaire herinrichting noch op het ontwerp tot beperking van den dienstdtijd, dat bij het Parlement aanhangig is. De Regeering die de voorrechten van het Parlement niet wil over het hoofd zien, was daarom van gevoelen, dat zij de aangevraagde credieten inzonderheid voor soldij en voeding der troepen niet kon beperken, vermits voor een aanzienlijk getal soldaten de dienst van 12 op 10 maanden kan worden gebracht. Het ware vooruit loopen op eene beslissing welke de Kamer nog nemen moet. De Regeering heeft dus de credieten behouden op het bedrag dat voor de uitvoering der bestaande militiewet noodig blijkt, waarop overigens een gedeelte der credieten reeds betaalbaar is gesteld. Dienvolgens mag men echter voor de komende begrooting eene aanzienlijker vermindering der aangevraagde credieten verhoplen. Op deze wijze, werd dus de poging tot vermindering van onze militaire uitgaven, waarvan vlak na den wapenstilstand blijk werd gegeven, weer hervat, poging die gedurende twee jaren werd onderbroken, zooals blijkt uit de volgende tabel waarin de vergelijking wordt gemaakt

(1) Begrooting, n^r 4 xii.

Amendement, n° 123.

(2) De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Firmez, bestond uit :

1^o de leden van de Commissie voor Landsverdediging, de heeren : Berloz, Buyl, de Buerlet, de Gheenen, Deleclotte, Dierckx, Dumortier, Friauf, G. Gaux, Hoën,

Dit verslag, n° 226, werd rondgedeeld op 29 Maart 1926.
(Art. 4 der Beslissing van de Kamer betreffende het onder-
zoek der Begrootingen.)

a, Theelen,
a, Vergels,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MAART 1926.

Begrooting van het Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1926 (1)

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER ERNEST

MIJNE HEEREN,

Het in 't oog springend feit, bij een eerste onderzoek der gewone begrooting van het Ministerie van Landsverdediging voor 1926, is een merkbare stap vooruit op den weg der bezuinigingen, der daaruit volgende beperkingen, zonder dat evenwel de inrichting der Landsverdediging daardoor eenigszins wordt benadeeld noch gewijzigd. De bezuinigingen die in vergelijking met de voorgaande begrooting, werden verwezenlijkt, geven zelfs geenszins acht op de ontwerpen tot militaire herinrichting noch op het ontwerp tot beperking van den diensttijd, dat bij het Parlement aanhangig is. De Regeering die de voorrechten van het Parlement niet wil over het hoofd zien, was daarom van gevoelen, dat zij de aangevraagde credieten inzonderheid voor soldij en voeding der troepen niet kon beperken, vermits voor een aanzienlijk getal soldaten de dienst van 12 op 10 maanden kan worden gebracht. Het ware vooruit loopen op eene beslissing welke de Kamer nog nemen moet. De Regeering heeft dus de credieten behouden op het bedrag dat voor de uitvoering der bestaande militiewet noodig blijkt, waarop overigens een gedeelte der credieten reeds betaalbaar is gesteld. Dienvolgens mag men echter voor de komende begrooting eene aanzienlijker vermindering der aangevraagde credieten verhoppen. Op deze wijze, werd dus de poging tot vermindering van onze militaire uitgaven, waarvan vlak na den wapenstilstand blijk werd gegeven, weer hervat, poging die gedurende twee jaren werd onderbroken, zooals blijkt uit de volgende tabel waarin de vergelijking wordt gemaakt

(1) Begrooting, n° 4 XII.

Amendement, n° 123.

(2) De *Bijzondere Commissie*, voorzeten door den heer Pirmez, bestond uit :

1° de leden van de *Commissie voor Landsverdediging*, de heeren : Berloz, Buyl, de Burllet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Ernest, Fieullien, Goffaux, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Mathieu, Missiaen, Pierco, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke, Van Hoeck.

2° Zes leden door de *Afdeelingen* benoemd : De heeren Van Caenegem, Vergels, Eekelers, Vandemeulebroucke, Rombouts, Boens.

der totale sommen van de jongste begrootingen van het Departement van Landsverdediging.

Begrootingen van	Geheel bedrag van de begrooting.	Bedrag van de verhoogingen op de vorige begrooting.	Bedrag van de verminderingen
1921	525,092,630		83,327,865
1922	484,019,146		41,073,484
1923	473,581,877		10,437,269
1924	534,043,212	60,463,335	
1925	593,075,034	59,029,822	
1926	572,216,378		20,858,656

Het cijfer van de begrooting van 1926 is het gevolg van de amendementen van de Regeering (1) op het aanvankelijk ontwerp van begrooting. Het wijst dus op eene vermindering van meer dan 20 miljoen vergeleken bij de begrooting van 1925. Deze inkrimping van uitgaven werd ten volle goedgekeurd door de meerderheid van de Bijzondere Commissie, die ze nog verder had willen drijven. Met dit doel heeft zij breedvoering al de voorstellen onderzocht tot opheffing van zekere organismen, zooals men er zich zal kunnen rekenschap van geven door het onderzoek per hoofdstuk van de begrooting van Landsverdediging.

Dit verlangen om besparingen en inkrimping van credieten te doen is niet nieuw. Herhaaldelijk werd daar over gesproken in den schoot der Bijzondere Commissie. Reeds in het verslag, namens de Commissie ingediend over de begrooting van Landsverdediging voor het dienstjaar 1924, werd er gezegd :

« Bij het eerste onderzoek der Begrooting, heeft de Bijzondere Commissie —
 » welke niet naliet haren wil te doen kennen aan de Natie het volmaakte werk-
 » tuig te bezorgen dat zij noodig heeft om hare veiligheid te verzekeren en om
 » voor immer den terugkeer der rampen van 1914 te vermijden — de meening
 » geuit dat, in de huidige omstandigheden, de last der uitgaven te zwaar was voor
 » België en dat het land eene voorzichtige doch strenge vermindering van de
 » voorgestelde lasten eischte. »

De Bijzondere Commissie was er eveneens over verwonderd dat sommige vraagstukken, die nauw in verband staan met Landsverdediging, zonder oplossing blijven. Zoo heeft de Commissie voor de Begrooting van Landsverdediging in 1922 gevraagd of er weldra zou overgegaan worden tot het doen verdwijnen van sommige forten van Antwerpen, Luik en Namen. De Minister van Landsverdediging had toen geantwoord dat de studie van het verdedigingsstelsel van België nog niet genoeg gevorderd was om te kunnen zeggen welke inrichtingen van de versterkte stelling van Antwerpen zonder nut zouden worden, met het oog op de verdediging van het grondgebied, wanneer het nieuwe stelsel zou uitgewerkt zijn.

Ofschoon de Commissie later den wensch heeft uitgedrukt dat de studie van het verdedigingsstelsel van België zou bespoedigd worden, schijnt het toch dat de zaak nog even ver staat. Men weet niet of de Regeering of de Staf al of niet besloten zijn tot een verdedigingsstelsel van het grondgebied. Wat men wel vaststelt is dat de vestingen in denzelfden toestand nog bestaan, en dat dit op de begrooting drukt. De quaestie wordt dus verder bestudeerd en het Comité voor Landsverdediging heeft kennis gekregen van onderscheidene voorstellen er ten minste toe strekkende sommige versterkte werken af te schaffen. Meer nog, het stelsel der krijgsdienstbaarheden wordt streng gehandhaafd, ondanks de

(1) Gedrukte stukken der Kamer, n^o 125.

herhaalde klachten van de burgers die in de uitoefening en het genot van hun eigendomsrechten benadeeld worden.

Het vraagstuk, wat er met de forten zal gedaan worden, blijft in zijn geheel bestaan, en de Commissie drukt den wensch uit dat het Departement van Landsverdediging en de Staf van het leger dit op grondige wijze zouden onderzoeken om zoo spoedig en rechtvaardig mogelijk eene oplossing te vinden, met inachtneming van de particuliere en algemeene belangen, die thans dikwijls benadeeld worden, en met het oog op de verzekering van de Landsverdediging.

EERSTE HOOFDSTUK.

HOOFDBESTUUR.

Sedert talrijke jaren, heeft de Bijzondere Commissie er voortdurend op aangedrongen dat er ernstige besparingen zouden gedaan worden op de uitgaven gedaan voor het Hoofdbestuur. Dit aandringen heeft niet kunnen beletten dat de uitgaven nog sterk zijn aangegroeid, wat eenigszins te verklaren is door de perequatie der wedden. Zonder deze te ontnemen aan de officieren en ambtenaren, die in functie blijven, maar door eene vermindering van het personeel en door besparingen te doen die tot dusverre vruchteloos werden gevraagd door de Bijzondere Commissie, heeft de Minister van Landsverdediging de uitgaven toch kunnen terugbrengen tot een cijfer dat dit van het vóórlaatste dienstjaar merkkelijk benadert, zooals men kan vaststellen uit navolgende tabel van het bedrag der uitgaven in het eerste hoofdstuk :

Begrooting van 1924.	Eerste hoofdstuk.	Bedrag der uitgaven fr.	8,232,718
—	1925.	—	10,472,125
—	1926.	—	8,997,115

Dit laatste cijfer, gevolg van de door de Regeering ingediende amendementen, zal nog kunnen verminderd worden naar gelang het driejaarlijksch tijdperk zal verstrijken gedurende hetwelk de in beschikbaarheid gestelde ambtenaren en bedienden voortgaan hun jaarwedde te trekken, maatregel die thans een last meebrengt van meer dan 80,000 frank, alleen voor het civiel personeel.

Onder artikel 2, bedraagt de inkrimping der uitgaven, ten gevolge van eene nieuwe vermindering van personeel, 106,000 frank.

Sommige leden hebben den wensch geuit ingelicht te worden over de noodzakelijkheid van het bezigen van agenten van het Spoorwegbestuur, ter beschikking gesteld van den Generalen Staf (militaire delegatie bij den Minister van Spoorwegen) en wier wedden worden betaald door Landsverdediging (art. 3 van Hoofdstuk I der begrooting): 41,570 frank met daarbij het veranderlijk gedeelte, reiskosten, enz.

Het schijnt dat de militaire delegatie eene bijzondere technische rol bezit, dat zij enkel uit militairen zou kunnen bestaan, daar zij als tusschenlichaam dient tusschen het Ministerie van Landsverdediging en dat van Spoorwegen en dat de bestuursquaestien van departement tot departement kunnen behandeld worden.

Bij artikel 5 heeft de Commissie met voldoening de vermindering vastgesteld van het getal onderofficieren en soldaten gedetacheerd bij het Ministerie van Landsverdediging, en de vermindering van crediet daaruit voortvloeiend. Hetzelfde geldt voor de vermindering van personeel op de begrooting ingeschreven krachtens artikel 6. Deze inkrimping was mogelijk door de vermindering van het getal lokalen door het Departement benuttigd.

Onder de gedane besparingen, moeten wij wijzen op de uitgaven voor buroel-

benodigdheden, verminderd tot 475,000 frank, dan wanneer zij 564,500 frank bedroegen voor 1925 en 614,500 frank voor 1924.

* *

De Bijzondere Commissie heeft eveneens nauwkeurig de organisatie en de samenstelling onderzocht van de garnizoensbibliotheken (art. 7). Zij heeft daarentrent verschillende vragen aan den Minister van Landsverdediging gesteld die er als volgt op antwoordde :

Art. 7a.

VRAAG. — Welke overheid kiest de werken uit welke verzonden worden naar of geplaatst worden in de garnizoensbibliotheken?

ANTWOORD. — De Generale Staf (Afdeling C) beslist namens den Minister welke werken moeten aangekocht worden op voorstel van de bibliotheekcommissiën der garnizoenen. Deze mogen giften aanvaarden.

De werken moeten worden gerangschikt door de zorgen van de Commissiën.

Art. 7b.

VRAAG. — Zou het niet mogelijk zijn reizende bibliotheken onder de garnizoenen in te richten?

ANTWOORD. — Krachtens den M. O. van 18 December 1925, aan de commandanten van omschrijvingen en van het B. L. gezonden, is er voorgeschreven bij al de soldatenbibliotheken een dienst van reizende boekenkisten in te richten. Deze kisten, waarvan de werken op vaste tijdstippen worden vernieuwd, moeten de ronde doen over de verschillende kazernen van het garnizoen.

Het reglement bepaalt bovendien dat de kleine garnizoenen, die geene bibliotheek bezitten, zich voorloopig en tijdelijk mogen wenden, om hunne leesalen aan te vullen, tot de bibliotheken van een garnizoen, door den omschrijvingscommandant aan te wijzen.

Reizende bibliotheken zouden kunnen ingericht worden tusschen de garnizoenen door de zorgen van de omschrijvingcommandanten; maar deze maatregel zou kosten medebrengen van briefwisseling, inpakking, vervoer, enz., en zou een talrijker personeel vergen. Men vergeet niet dat voornoemde voorschriften aan alle oversten van eenheden toelaten aan hunne soldaten lectuur te verschaffen.

Art. 7c.

VRAAG. — Zou men geene technische werken kunnen aankopen voor deze bibliotheken om de soldaten aan te moedigen hunne beroepskennis te verbeteren?

ANTWOORD. — Ja, voor zoover de begrooting het toelaat.

De Commissie is van meening dat er uitgaven moeten gedaan worden om het nut van de garnizoensbibliotheken te verhoogen, namelijk wat betreft de keuze der technische werken.

* *

Het bestuur der militaire inlichtingsdiensten werd opgeheven, daar de photographische en kinematographische diensten van het leger verbonden werden aan het Cartographisch Instituut. De artikelen 8 en 9 van de begrooting zijn dus weggevallen, en de credieten voorzien onder deze artikelen zijn overgebracht op de artikelen 10 en 11.

Men moet er op wijzen, dat het nalezen der pers voortaan gedaan wordt door den dienst van de bibliotheek van het Departement van Landsverdediging en dit zonder verhooging van crediet.

Anderzijds, heeft de opheffing van den dienst der militaire kinema's voor de troepen van het bezettingsleger eene ernstige besparing medegebracht, ofschoon de ontvangsten uit dien hoofde van 20,000 frank tot 2,000 frank gedaald zijn.

De Bijzondere Commissie heeft inlichtingen gevraagd over het nut van den kinematographischen dienst als inlichtingsmiddel voor het leger, en heeft volgend antwoord bekomen :

Tegenwoordig, wordt de kinematographische en photographische dienst niet meer gebruikt als middel tot inlichting van het leger.

Daarentegen heeft deze dienst voor opdracht, door het beeld mede te werken tot ontwikkeling en onderrichting van het leger.

I. — *Materieel.* — In al de kazernen van het land en de kantonnementen van het B. L. is er ten minste een zaal voor het geven van lessen.

II. — *Opleiding der soldaten.* — De C. P. D. stelt, bij wijze van leening, film-programma's ter beschikking van de korpsen ; deze programma's omvatten :

- a) Beschrijvende films, met betrekking tot het natuurschoon en de Belgische folklore ;
- b) Nijverheidsfilms ;
- c) Koloniale films ;
- d) Films betreffende den oorlog 1914-1918.

III. — *Het soldatenonderricht.* — De C. P. D. verwezenlijkt de door de troepen-officieren bestudeerde en door de Generaal-Inspecteurs van het Leger en het Hoofd van de E. M. C. A. goedgekeurde ontwerpen voor films betreffende de militaire opleiding van het kader en de soldaten. De eigendom van deze films wordt aan het korps overgedragen.

De materialisatie van het theoretisch onderricht in de film, schaft de voor veel soldaten moeilijk te begrijpen abstracties af. »

.

De verslagen, bij de Kamer ingediend, ter gelegenheid van de begrootingen der vorige jaren, bewijzen met hoeveel belangstelling de bijzondere Commissie zich voortdurend met de werking van het Cartographisch Instituut heeft beziggehouden. Zij heeft de verwezenlijkte verminderingen van het personeel en vooral de meer zuinige nieuwe inrichting voor de aankopen goedgekeurd ; dank zij deze inrichting blijft het gezamenlijk bedrag der credieten voor de werking van het Cartographisch Instituut, op merkbare wijze hetzelfde, ondanks de vereeniging van art. 8 en 9 met de artikelen 10 en 11, zooals bepaald wordt in de amendementen van de Regeering.

De verminderingen van het personeel in dit Instituut betreffen : een tijdelijk bediende, twee tijdelijke typisten, vier teekenaars en twee rekenaars.

De Commissie heeft ook gevraagd of de toestand der vroegere arbeiders-drukkers geregeld was, daar sedert twee jaar een geschil dreigde en arbeiders, die sedert aanzienlijken tijd aan het werk waren, klachten tot uiting brachten.

De Minister heeft geantwoord :

« De toestand van de arbeiders-drukkers van het Cartographisch Instituut van het Leger wordt op dit oogenblik onderzocht door de Commissie, die bij het Ministerie van Financiën ingesteld werd voor de regeling van de verschillende vraag-

stukken, opgeworpen aangaande de perequatie der wedden en Staatspersoneel. Deze Commissie heeft haar advies nog niet inge-

De Commissie wenscht dat dit onderzoek spoedig moge geschieden op zulke wijze dat de toestand geregeld weze van de arbeiders 20 jaren werk in deze instelling, voordeelen verdiend hebben die ontnomen worden.

HOOFDSTUK II.

WEDDEN EN VERGOEDINGEN DER OFFICIEREN; WEDDEN, SOLDIJEN EN BIJVERDIENSTE DER TROEPEN.

De tabel van het jaarlijksch bedrag der in dit hoofdstuk vermelde eigenaardige schommelingen aan : sedert 1921 is er voortdurend uit de onderstaande cijfers blijkt :

HOOFDSTUK II, Begrooting van :

1921	fr. 129,145,100
1922	168,140,813
1923	182,293,080
1924	184,645,183
1925	210,265,820
1926	198,220,182

De ramingen voor 1926 stuiten dus de voortdurende stijging, voorgaande jaren moest vaststellen. De vermindering der uitgaven van het feit, dat het gemiddeld contingent werd gebracht 77,000 man alsmede van de bezuinigingen voortkomende van de een gedeelte der bezettingszone in zake der toe te kennen vergoedingen personeel van het bezettingsleger (B. L.).

Sommige leden verlangen te weten of men in 1926 aspiranten zal benoemen, zooals in 1925; eveneens vragen zij verschil dat bestaat tusschen de tabellen betreffende de officieren (bijlagen van de begrootingen).

	1925
Luitenant-generaals	29
Generaal-majors	35
Kolonels	160
Luitenant-kolonels	130
Majors	380
Kapiteins-commandanten	884
Kapiteins	1,052
Luitenanten en onderluitenanten	2,733
Aspiranten-onderluitenant	174
Totaal	5,577

Komen deze verminderingen voort wegens de herinrichting wegens toepassing van het Koninklijk besluit van 25 December

Op deze vraag heeft de Minister volgend antwoord verstrekt :

1. — In 1926 zullen tot aspirant-onderluitenant worden be-

ilitaire school die er in 1923 binnenkwamen en overgaan tot de oefenen de artillerie en van de genie, — leerlingen die in 1926 in den gezondist treden, geneesheeren, apothekers, veeartsen).

st wordt niet speciaal op de begrooting van 1926 voorzien, omdat, sedert quatie, de wedde der aspiranten-officier dezelfde is als die der onderlen.

De begrooting van 1925 bevatte cijfers die overeenkwamen met de benoemen bevorderingen welke men regelmatig voorzag in den loop van het 5; doch, toen het begrootingsontwerp van 1926 werd opgemaakt, lag de n gang zijnde herinrichting ter studie en er werd beslist streng bij de e cijfers te blijven, vermits men geene bevorderingen kon beoogen op het k dat eene vermindering der organieke effectieven zou plaats vinden.

* . *

re vragen werden gesteld betreffende de militairen in actieven dienst ijk een pensioen en hunne wedde ontvangen.

er deze vragen en de antwoorden :

a. — Hoeveel militairen zijn er die tegelijkertijd met hunne wedde een i ontvangen : 1° wegens ancienniteit ; 2° wegens invaliditeit ?

oord a. — 1° Er zijn geen militairen in actieven dienst die tegelijk met vedde een pensioen wegens ancienniteit ontvangen.

de gedemobiliseerde militairen betreft, blijkt uit in 1923 verkregen igen, dat 50 oud-militairen tegelijk een pensioen wegens ancienniteit met staatswedde ontvingen ; dit cumuleeren was toen slechts toegelaten tot rag van 5,000 frank (wet van 3 Juni 1920).

atste cijfer werd op 12,000 frank gebracht, krachtens artikel 2 van de 6 Maart 1925, als het militair pensioen wegens dienst-ancienniteit toegeordt bij toepassing van artikel 2, § 4 der samengeordende wetten op de pensioenen en uit hoofde van wonden of ziekten, opgelopen of verergerd ide het tijdperk dat aanving op 1 Augustus 1914 en eindigde op 30 Sep-1919. Het Departement van Landsverdediging kent voor het oogenblik tal niet der Staatsagenten op welke deze bepaling toepasselijk is.

p dezen datum, ontvangen 10,203 militairen in actieven dienst tegelijk ne wedde of soldij een invaliditeitspensioen.

Departement van Landsverdediging kent ook het getal niet van de gedemo- de militairen die, tegelijk met eene wedde, een invaliditeitspensioen ont- : het hoeft dit aantal niet te kennen, vermits, volgens de bepalingen van 56 der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, het cumu- van een militair invaliditeitspensioenen met een wedde of een pensioen uit van de uitoefening van een burgerlijk ambt in een Staats-, provincie- of itedienst, zonder eenige beperking toegelaten wordt.

zou zich aldus moeten wenden tot al de Staats, provinciale en gemeente- n om de gevraagde inlichting te bekomen.

c b. — Welk is het beloop van de uit hoofde dezer pensioenen betaalde n ?

voorn b. — Voor de 50 oud-militairen waarover in 1° van a) sprake is :

Daar het getal der gedemobiliseerde militairen, die tegelijk met eene wedde een invaliditeitspensioen ontvangen, niet gekend is, kan de jaarlijksche uitgave niet bepaald worden.

VRAAG c. — Welk is het getal der militairen in actieven dienst :

- a) Officieren ;
 - b) Onderofficieren ;
 - c) Soldaten,
- die een invaliditeitspensioen ontvangen ?

ANTWOORD c. — a) Officieren . . . 3,649 ;
 b) Onderofficieren. . . 5,970, 526 korporalen inbegrepen ;
 c) Soldaten. . . 584.

VRAAG d. — Welk is het gemiddeld invaliditeitsprocent wegens verwondingen of ziekten voor :

- 1° de officieren-generaal ;
- 2° de lagere officieren ;
- 3° de onderofficieren ;
- 4° de soldaten ?

ANTWOORD d. — Voor de militairen vermeld onder litt. c, is het gemiddelde cijfer als volgt :

1° de officieren-generaal	31 t. h.
2° de lagere officieren	22 t. h.
3° de onderofficieren (met inbegrip der korporalen)	18 t. h.
4° de soldaten	17 t. h.

Voor de gedemobiliseerde onderofficieren, korporalen en soldaten bedraagt het gemiddeld invaliditeitsprocent ongeveer 25 tot 30 t. h.

N. B. — Het is wellicht niet overbodig te doen opmerken, dat de last der pensioenen in bovengemelde vragen vermeld, niet op de begrooting van Landsverdediging moet worden uitgetrokken. Deze pensioenen, die feitelijk het gevolg zijn van den oorlog, worden vereffend door de Nationale Kas voor oorlogspensioenen.

VRAAG e. — Aan hoeveel officieren-generaal die een invaliditeitspensioen genieten, werd dit pensioen toegekend ?

- 1° Wegens verwondingen ?
- 2° Wegens invaliditeit ?

ANTWOORD e. — 1° Wegens verwondingen : 10
 2° Wegens invaliditeit (ziekten) : 91
 Totaal. . . 101

VRAAG f. — Welke is het hun toegekende invaliditeitsprocent en welke zijn de oorzaken er van ?

ANTWOORD f. — Gemiddeld procent : Wegens verwondingen : 37 t. h. ;
 Wegens ziekten : 34.5 t. h.

VRAAG g. — Hoe hoog beloopt de geheele uitgave voor deze pensioenen ?

Antwoord g. — De jaarlijksche uitgave (de uitzonderlijke vergoeding voor levensduurte niet inbegrepen) bedraagt 249,811 frank.

* . *

Tal van leden der Commissie hebben den wensch uitgedrukt, dat het Departement van Landsverdediging eindelijk een statut zou opmaken voor de onderofficieren, een statut dat beantwoorden zou aan de wenschen voorgedragen door deze keur-militairen wier medewerking onontbeerlijk is voor de goede werking van het leger.

Een degelijk kader van onderofficieren is vooral noodzakelijk voor de uitwerking van een programma tot beperking van den dienstd. Deze uitwerking is slechts mogelijk door het degelijk werk dat men van flinke onderofficieren, onderrichtgevers, kan verwachten. En de Commissie heeft kunnen vaststellen hoevele goede elementen het Belgisch leger op dit gebied bezit. De Bijzondere Commissie heeft met voldoening vernomen, dat het Departement bijna aan het einde was van het voorgaandelijk onderzoek van het wetsontwerp tot herziening van het statuut der onderofficieren en dat het dit ontwerp eerlang aan het advies van den Minister van Financiën zal onderwerpen.

Welnu, sedert jaren reeds hebben de onderofficieren hunne wenschen doen kennen en nooit werden die tot hiertoe onderzocht.

Sommigen onder hen hebben er over geklaagd dat zij minder goed behandeld worden dan de werklieden en bedienden van de werkhuizen van het leger, terwijl zij toch veel meer werk leveren, met het ontmoedigend vooruitzicht jaren lang op denzelfden graad te blijven staan, waaraan zij als vastgeankerd liggen, bij gebrek aan mogelijke vordering in het kader.

Buiten het statuut, dat hun zou moeten toegestaan worden, vragen zij allen dat de kwestie van het treinvervoer voor hen zou geregeld worden. Indien men, overeenkomstig het vroegere antwoord van Minister Forthomme, aan de onderofficieren geen vrije reiskaart voor de spoorwegen kan verleen, zou het Bestuur hun toch doorlopend eene prijsvermindering kunnen toestaan die zij nu slechts kunnen bekomen met een geregelden verlofbrief. Ware het niet mogelijk hun een identiteitskaart af te leveren zooals die welke verstrekt wordt aan de officieren? Ofwel maatregelen te bestudeeren om aan de betrokkenen een zekere voldoening te verschaffen? Het vraagstuk van de gezinsreiskaarten voor de gehuwde onderofficieren verdient ook onderzocht te worden.

* . *

Eenige leden van de Commissie waren verwonderd onder artikel 13/ de africhting der pionniers vermeld te zien daar deze toch zijn opgeheven. Deze vermelding werd verkeerdelijk in den tekst van het artikel behouden: daarvoor is er niets voorzien in de som van 20,000 frank bestemd voor den dienst der africhting.

* . *

Wat betreft den dienst der Bibliotheek (art. 13g) hebben eenige leden gevraagd wat de « bestuurskosten » waren.

Uit het antwoord van het Departement blijkt dat deze bestuurskosten zijn :

1° Bureelbenodigheden ;

2° Kosten voor het inbinden van werken en van de periodieke uitgaven;

3° Kosten van onderhoud der bibliotheken.

. . .

De Commissie heeft met veel belangstelling de werking van de Pupillenscholen van het leger onderzocht alsmede de aangebrachte hervormingen en het voordeel dat het leger uit die scholen heeft getrokken.

Zoo kwam zij er toe de volgende vraag te stellen :

VRAAG. — Hoe groot is het getal officieren en onder-officieren in de laatste jaren aangeworven in de Pupillenscholen?

ANTWOORD. — 1°) *Officieren*. — Sedert 1919, hebben deze scholen aan de Militaire School geleverd, om officier te worden, het volgende getal leerlingen :

Schooljaar 1919-1920	62
» 1920-1921	32
» 1921-1922	42
» 1922-1923	46
» 1923-1924	32
» 1924-1925	48
Te zamen.	262

Leerlingen aangenomen aan de universiteiten om militaire

dokter of veearts te worden 52 |

Te zamen.

Uitgaven voor de Pupillenscholen voor het jaar 1926.

			Artikelen van de begrooting.
Jaarwedden en vergoedingen	fr.	4,194,610	13 en 39
Voeding		826,000	33 en 35
Kleeding		450,000	35
Onderhoud. gebouwen		177,000	13
Bestuurskosten		63,300	13
Brandstoffen		200,000	36
Verschillende		6,600	13,38
Te zamen		fr. 5,917,510	

Overgaande tot de wapenscholen hebben eenige leden gevraagd hoe men de lessen voor ongeletterden in de wapenscholen verklaarde en wat het doel er van was.

Daarop antwoordde het Departement :

« De lessen voor ongeletterden worden gebillijkt door het feit dat het getal ongeletterde militieplichtigen, in de actieve eenheden ingelijfd, gemiddeld 9 t. h. (soms zelfs 12 t. h.) bedraagt van het effectief.

» De bedoeling is deze manschappen te leeren lezen, schrijven en de vier hoofdbewerkingen te maken.

» Er zijn geene leergangen voor ongeletterden afhankelijk van de wapenscholen. Maar de commandanten van de instructie-eenheden (compagnie, eskadron, batterij) welke aan deze eenheden zijn verbonden, richten lessen voor ongeletterden in voor de soldaten die hun dienst in deze eenheden doen, zooals zij het zouden doen in elk ander garnizoen.

Uitgaven worden elk jaar gedaan om de school voor militaire koks te handhaven. Uit de bezoeken door de Commissie van Landsverdediging gedaan schijnt te blijken dat weinig eenheden gebruik maken van de leerlingen, uit deze scholen. Sommige leden hebben gevraagd, welk het beroep was van de tegenwoordige leerlingen der lessen voor koks.

Tegenwoordig beroep der leerlingen van de lessen voor koks.

2 Slagers ;	1 schoenmaker ;	1 electricien ;	1 schrijnwerker ;
3 Bakkers ;	2 landbouwers ;	1 houthandelaar ;	8 koks ;
1 Handelaar ;	3 pastijbakkers ;	1 stukadoor ;	1 taxi-voerder ;
1 Timmerman ;	1 smid ;	1 knecht ;	1 glazenmaker ;
			1 baanwerker.

Eene tweede vraag gold het getal leerlingen door deze leergangen gevormd en in de regimenten opgenomen, gedurende de laatste twee jaren.

Dit getal bedraagt volgens het verstrekte antwoord : 77 die een diploma hebben bekomen ; 158 die een korten leergang voor hulpkok hebben gevolgd.

Een amendement van de Regeering heeft de uitgave, voorzien onder artikel 14, voor het vereffenen van de rekeningen betreffende de militievergoeding verdubbeld.

De Commissie zou willen weten :

Hoeveel aanvragen tot vereffening zijn ingekomen vóór 31 December 1923 bij aangeteekenden brief, zooals is voorgeschreven door het Koninklijk besluit desbetreffend.

Welk is het getal der vereffende aanvragen?

Op deze nauwkeurige vragen heeft het Departement van Landsverdediging het volgende geantwoord :

« De wet van 23 Mei 1923, uitgaande van het Departement van Financiën en van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, heeft de termijnen bepaald binnen dewelke de aanvragen tot regeling van zekere achterstellen in zake militievergoeding moesten ingebracht worden op straf van ontzetting (Staatsblad van Juni 1923, bl. 2694).

» Het Departement van Landsverdediging kan geen antwoord geven op de gestelde vraag ».

HOOFDSTUK III.

MILITAIRE HOSPITALEN EN APOTHEKEN.

De inkrimpingen die voor andere hoofdstukken der uitgaven werden gedaan, konden tot nu toe niet worden toegepast op de uitgaven voor de militaire hospitalen en apotheken.

De voortdurende stijging van de kosten voor de voeding en kleeding der zieken, alsook voor het onderhoud der gebouwen is er de voornaamste oorzaak van. Er dient nochtans aangestipt te worden dat eene vermeerdering der ontvangsten plaats greep wegens afstand van artsenij aan het Ministerie van Koloniën en aan verscheidene. Zoo worden deze ontvangsten die zullen overgedragen worden aan 's Lands Middelen, geschat op 5.450,000 frank in plaats van 3.950,000 frank.

Men kan echter bevestigen dat de toekomstige begrooting eene ernstige vermindering zal aanwijzen. Reeds zijn al de ziekenhuizen, in Duitschland gevestigd, te Ruhrort, Moers, Neuss, Sterckrade afgeschaft. Ook het militair hospitaal te Crefeld werd afgeschaft. Anderzijds is het militair hospitaal te Woluwe gesloten sedert 1 Januari 1926. Bovendien zullen in den loop van dit jaar, ook de militaire hospitalen te Jumet, Mechelen, Aarlen en Brasschaet afgeschaft worden.

Deze afschaffingen, uit hoofde van de afschaffingen of verminderingen van garnizoenen gerechtvaardigd, zullen tot ernstige besparingen aanleiding geven. Men zal dit in de toekomstige begrooting vaststellen.

Voegen wij daarbij de besparing eener som van 500.000 frank, thans besteed aan het Sanatorium van Montana (Zwitserland), waarvan de afschaffing voor 1927 werd beslist. Dienaangaande moet vermeld worden dat drie militaire hospitalen, in België gelegen (Oostende, Marchin en Doornik), op bijzondere wijze zijn bestemd voor de behandeling der tuberculose.

Op hare aanvraag werd aan de Commissie geleverd :

STATISTIEK
van de opneming in Militaire Hospitalen en Ziekenhuizen
gedurende de jaren 1924 en 1925.

N. B. — De nog niet gesloten boekhoudingen laten niet toe de afrekening te vermelden van de opneming gedurende het laatste trimester 1925 ; alleen de verpleegde zieken worden aangegeven voor het geheele jaar 1925.

INRICHTINGEN.	JAAR 1924.		JAAR 1925.		
	Dagen opneming.	Getal der opgenomenen.	Dagen opneming gedurende de eerste drie trimesters.	Getal der opgenomenen voor het geheele jaar.	
Militair Hospitaal te Brussel .	176,479	12,582	125,423	12,136	
» » Woluwe .	48,305	810	32,365	488	Gesloten op 1 Januari 1926.
» » Leuven .	18,089	1,012	12,168	1,026	
» » Bergen .	10,419	1,082	13,595	1,820	
» » Doornijk .	10,770	1,102	12,247	1,803	
» » Jumet .	13,948	904	14,739	1,381	Wordt afgeschaft in 1926.
» » Antwerpen .	63,143	2,227	41,301	3,352	
» » Mechelen .	16,799	1,709	12,242	2,016	
» » Gent .	23,326	2,900	24,624	2,705	Wordt afgeschaft in 1926.
» » Brugge .	28,252	1,921	25,359	2,681	
» » Luik .	47,742	3,539	35,999	4,767	
» » Beverloo .	17,939	2,431	17,437	2,422	
» » Namen .	19,109	1,347	15,620	1,976	
» » Aarlen .	7,288	496	6,907	591	Wordt afgeschaft in 1926.
» » Aken .	33,880	2,097	21,424	1,801	
» » Crefeld .	49,357	2,437	31,298	2,297	
Ziekenhuis te Ruhrort .	5,945	690	»	»	Afgeschaft op 31 December 1924.
» » Moers .	8,647	916	9,258	900	
» » Neuss .	5,048	328	»	»	
» » Sterckrade .	750	49	»	»	Afgeschaft op 31 Augustus 1924.
» » Brasschaet .	9,588	527	5,974	443	
» » Elsenborn .	2,721	472	4,142	585	
Zeekuurinstelling te Oostende .	24,234	697	20,480	844	
Sanatorium voor longteringlij- ders te Marchin .	19,280	164	14,216	213	
TOTAAL .	661,058	42,486	496,838	46,217	

Enkele leden hebben den wensch uitgedrukt nog enkele militaire hospitalen te zien afschaffen. Volgens hen zou men er zich toe kunnen beperken, enkele goed toegeruste ziekenhuizen op te richten. De ernstige zieken zouden in de burgerlijke hospitalen der gemeente of in militaire hospitalen der groote garnizoenen overgebracht worden.

Dit stelsel wordt ten andere reeds in zekere garnizoensplaatsen toegepast en het Departement vervolgt de studie van de uitbreiding ervan. Er moet echter opgemerkt worden dat de militaire hospitalen thans reeds aangewend worden tot het onderzoeken en opsporen van de invaliditeitsgevallen alsook tot het opnemen van de zieken en gewonden van het spoorwegbeheer.

*
* * *

Het vraagstuk van de geslachtsziekten dat steeds zeer erg is voor de openbare zedelijkheid en voor de toekomst van ons volk, heeft zooals ieder jaar de aandacht gaande gehouden van de bijzondere Commissie die met voldoening vastgesteld heeft dat er samenhang bestaat in den strijd dien men sedert lang in den schoot van het leger voert tegen die vreeselijke kwaal ten aanzien derwelke men onze jeugd moet beschutten.

De Commissie was zeer gelukkig dienaangaande een belangrijke vermindering vast te stellen van de gevallen van venerische ziekten die in de militaire hospitalen behandeld werden. Van 1409 in 1924 is dit getal op 746 in 1925 gevallen.

Dit getal omvat de ziekten betraft vóór de indiensttreding, deze betraft gedurende den dienst en deze wier hernieuwde aanvallen of verwickelingen meer dan eene hospitalisatie voor denzelfden zieke noodig maakten.

Men mag hopen dat het aantal syphilitische zieken in de toekomst nog zal verminderen; de gegeven onderrichtingen streven er naar op krachtdadige wijze den strijd die in al de eenheden tegen deze maatschappelijke kwaal gevoerd wordt alsook de opsporing door welke het ontstaan van nieuwe besmettingscentra verhinderd wordt, voort te zetten.

*
* *

Zekere maatregelen die vroeger genomen werden om de aanwerving van het militaire medisch personeel te vergemakkelijken, werden nog al sterk beknipt. Dit heeft er de bijzondere Commissie toe geleid de volgende vraag te stellen :

VRAAG. — Na den wapenstilstand heeft men aan militairen, studenten in de geneeskunde, voordeelen in zake graad, soldij of wedde verleend, mits vrijwillige dienstneming, voor een te bepalen tijdsverloop, in den gezondheidsdienst.

Hoevele dezer militieplichtigen hebben, na afloop hunner studiën, kwijschelding van hunne verbintenis verkregen en waren aldus van geen nut voor het leger?

ANTWOORD. — Ongeveer 300 studenten in de medicijnen, onder deze welke dienst genomen hadden sedert den wapenstilstand in den gezondheidsdienst en wel in de voorwaarden door het eerste lid van de vraag vermeld, bekwamen kwijschelding van de door hen aangegane verbintenis na afloop hunner studiën.

Tijdens hunne aanwezigheid onder de wapenen, waren de belanghebbenden, terwijl zij hunne studiën voortzetten, werkzaam in den dienst (wacht in de hospitalen, kampoefeningen en manœuvres); zij maken thans deel uit van de reservekaders.

Pour y être admis, il faut avoir passé avec succès un an à la faculté des sciences d'une université (médecine ou pharmacie). Des cours y sont donnés sur :

Cours militaires. Règlement de discipline, service intérieur, service en campagne, topographie, armement, tir, exercices et évolutions du soldat sans arme.

Cours scientifique. Service de santé en temps de paix et en temps de guerre. Petite chirurgie; anatomie; éducation physique; hygiène.

Cours de flamand.

A part les cours militaires, les autres cours constituent des superfluités, puisqu'ils sont donnés d'une manière plus développée dans les universités. Ils ne répondent pas d'ailleurs aux exigences scientifiques qu'on pourrait exprimer. Le séjour prolongé à l'école paraît donc inutile et il serait plus simple d'indiquer aux intéressés ce qu'ils doivent connaître en vue des examens auxquels ils seraient soumis.

Il semble qu'on pourrait utiliser plus rationnellement le service des 224 élèves de cette école, dont 70 médecins et 30 pharmaciens diplômés. Pourquoi ne pas les envoyer par exemple dans les hôpitaux militaires et les laboratoires ?

Ici encore, la Commission spéciale a enregistré avec satisfaction la mise à l'étude de ces diverses questions par le Ministère de la Défense Nationale.

CHAPITRE IV.

ACADÉMIE MILITAIRE.

Les dépenses pour ce chapitre sont légèrement réduites si on en compare le chiffre à celui du budget précédent, malgré l'application de la péréquation des traitements. Mais cette diminution n'a pu être obtenue que par des réductions de personnel.

Voici le tableau comparé des dépenses de ce chapitre :

En 1924	1,995,740 francs
En 1925	2,207,705 francs
En 1926	2,114,675 francs.

Des membres ont demandé la décomposition du poste de 441,200 francs pour 14 professeurs civils, porté au B. Corps enseignant de l'École Militaire (art. 16).

Voici ce qui a été répondu par le Département de la Défense nationale :

RÉPONSE. — a) Traitement :

6 professeurs à 30,000 fr.	180,000
1 — 28,000	28,000
4 — 26,000	104,000
1 — 24,000	24,000
3 — 22,000	66,000

b) Minerval :

12 professeurs à 4,500	54,000
2 — 3,600	7,200

Soit 14 professeurs pour un total de. . . fr. 441.200

CHAPITRE V.

ARMEMENT, CHARROI ET HARNACHEMENT DE L'ARMÉE.

Bien que la dépense portée à l'article 23 eût déjà été réduite, comparativement à l'an dernier, par une diminution du personnel utilisé dans les différentes manu-

factures et autres services, un amendement du Gouvernement est venu réduire encore la dépense prévue. Il en est de même à l'article 24. Ce qui permet de constater qu'il y a là une économie effective, si l'on compare les chiffres de ce chapitre aux trois derniers budgets :

Budget de 1924	fr. 48,490,610
» de 1925	50,487,385
» de 1926	46,506,822

L'attention de la Commission s'est portée sur le fonctionnement de divers organismes militaires. C'est ainsi que, reprenant une suggestion faite depuis longtemps à la Commission de la Défense Nationale, la Commission spéciale a posé la question suivante :

QUESTION. — A quel point en est l'examen de la question du raccordement de la Fonderie de Canons à la voie ferrée ?

RÉPONSE. — L'autorisation de construire le raccordement de la Fonderie Royale de Canons, à Liège (Vivegnis), a été demandée à l'Administration des chemins de fer en août 1924.

Le 1^{er} décembre 1924, la Direction des Voies et Travaux a informé le Délégué Militaire, auprès du Ministre des chemins de fer, de ce que le projet dressé par l'autorité militaire, ne pouvait pas être approuvé, la courbe d'entrée au Quai de Coronmeuse présentant un rayon de moins de 75 mètres, minimum prescrit par les instructions en vigueur à l'Administration des chemins de fer.

Par la même occasion, elle préconisa de remplacer cette courbe directe par un dispositif à rebroussement.

Cette dernière proposition fut combattue par la Direction de la Fonderie Royale de Canons et par la Ville de Liège et, à la suite d'une entrevue avec le Directeur des Voies et Travaux du groupe de Liège, mon Département a obtenu le maintien, à titre exceptionnel, du projet primitif avec courbe de 60 mètres de rayon environ.

Au début de 1925, et au moment où le Département se disposait à dresser la proposition définitive, il apprend :

1° Que l'Administration des chemins de fer envisage des modifications importantes aux voies au droit de l'usine à gaz de façon à ne maintenir qu'une seule voie pour desservir cette usine, la Fonderie de Canons et le charbonnage de la Grande-Bacnure. Ce dernier est branché actuellement en voie principale ;

2° que l'Administration des Ponts et Chaussées et la Ville de Liège ont proposé une modification du tracé adopté primitivement au droit de l'écluse n° 1 du canal de Liège à Maestricht.

Le 24 mars 1925, le Directeur de la Fonderie Royale de Canons fait savoir qu'il est d'accord au sujet des modifications envisagées au 2° ci-dessus et fournit, en même temps, le projet modifié pour ce qui concerne les installations situées en dehors des clôtures du railway.

Quant aux transformations projetées à l'intérieur des clôtures, depuis le 19 février 1924, il a été demandé au Directeur du Groupe de Liège de faire connaître les intentions de son Administration sur ce point. Nonobstant plusieurs démarches et des rappels envoyés périodiquement au Service susdit ainsi qu'à la Direction des Voies et Travaux, sa décision n'a été connue, officieusement, que

terzeldertijd het gewijzigd ontwerp in zake de inrichtingen die buiten de afsluitingen van den spoorweg zijn gelegen.

Wat de sedert 19 Februari 1924 voorgestelde veranderingen binnen de afsluitingen betreft, werd aan den Bestuurder van de groep Luik gevraagd, de meening van zijn Bestuur over dit punt te laten kennen. Ondanks tal van gedane stappen en herhaaldelijk gestuurde aanvragen naar hooger genoemden Dienst alsmede naar het bestuur van Weg en Werken, werd de beslissing officieus maar gekend in den loop van December 1925 en officieel bij schrijven van 5 Februari l.l., n° 597/T/251/7 van het bestuur van Luik. Wij laten de kopij van dit schrijven hier volgen.

Luik, den 5^e Februari 1926.

Militaire afvaardiging bij den Minister van Spoorwegen, te Brussel.

MIJNE HEEREN,

Als gevolg op uw schrijven van 7 December 1925, n° 8539/R7/7, heb ik de eer U te laten weten dat inderdaad het ontwerp betreffende de wijzigingen te verwezenlijken in de inrichtingen tot verbinding met de gasfabriek te Luik (Vivegnis) goedgekeurd is door de overheid.

De stad Luik heeft echter in overleg met de kolenmijnexploitatie der Grande-Bacnure, eene wijziging gevraagd. Deze zaak wordt thans onderzocht. Zoodra een besluit genomen is, zal ik U verwittigen.

Gelieve, waarde Heeren, de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

*Voor den Hoofdingenieur, Bestuurder van den Dienst :
De afgevaardigde technische opziener.*

Uit deze mededeeling zou blijken dat deze zaak nog niet op definitieve wijze geregeld is. Volgens inlichtingen ingewonnen bij het Bestuur van Weg en Werken, is dit niet zoo en mag het aanleggen van het verbindingsspoor in het vooruitzicht gesteld worden. Mijn Departement zet de uitwerking voort van het definitieve ontwerp.

Met voldoening heeft de Commissie er nota van genomen, dat de belofte van deze sedert zoo lang reeds gevraagde hervorming eindelijk werkelijkheid zal worden. Die verwezenlijking zal er toe bijdragen deze belangrijke inrichting op de hoogte te brengen van de behoeften en van den toestand waarin de fabrieken die van de private nijverheid afhangen, verkeerden.

* .

De Bijzondere Commissie stelde vooral belang in de werkvoorwaarden en de loonen in de militaire fabrieken betaald. Daar aanzienlijke verschillen tusschen de in verscheidene fabrieken uitgekeerde loonen vastgesteld werden, heeft men aan den heer Minister gevraagd op grond van welke redenen er verschillen bestaan in de loonen betaald aan de specialisten en niet-specialisten der groote legerparken, der divisieparken en der werkhuizen voor munitieaanmaak. En hoeveel bedragen de vergoedingen die aan de loonen toegevoegd worden ?

De Minister van Landsverdediging heeft het volgende antwoord verstrekt :

ANTWOORD. — 1° De loonen der arbeiders werden volgens de streken bepaald :

A) landbouw-gemeenten ;

B) half-industrieelc gemeenten ;

C) industrieelc gemeenten ;

Deze loonen per uur bedragen :

Gespecialiseerde dagloonders of werklieven.	A	B	C
fr.	van 1.70	van 1.80	van 1.90
	tot 2.10	tot 2.20	tot 2.30
Niet-gespecialiseerde dagloonders of werklieven fr.	van 1.50	van 1.60	van 1.70
	tot 1.95	tot 2.05	tot 2.15

Het gemiddeld loon per dag vermeld in het begrootingsontwerp van 1926, bij artikel 23, e) groot legerpark, f) divisieparken en g) munitieaanmaak, houdt het midden tusschen het minimum en het maximum der aan bovenvermelde categorieën betaalde loonen.

Terwijl het groote Legerpark en de Werkhuizen van munitieaanmaak gerekend worden bij de industrieelc plaatsen, zijn de divisieparken geteld bij de half-industrieelc plaatsen.

2° Bij de arbeidersloonen, ingeschreven onder artikel 23 van het ontwerp van begrooting voor 1926, zijn desgevallend begrepen de premieën voor het leveren van goed werk.

De Bijzondere Commissie had nog gevraagd in verband met de werkhuizen van munitieaanmaak :

Om welke redenen werd het loon der leergasten met 2 frank per dag verminderd ?

Antwoord. — Het minimumloon der leergasten is 4 frank.

Het maximumloon der leergasten is fr. 11.20.

De twee posten, fr. 4.80 en fr. 6.80, zijn dus begrepen tusschen deze twee grenzen. Het geldt overigens gemiddelde loonen, en deze hangen feitelijk af van den graad van ancienniteit der in dienst zijnde leergasten.

Het gemiddeld dagloon dat voor 1926 wordt voorzien is thans fr. 4.80.

Bij de Commissie zijn ook klachten ingekomen van de technische bedienden der artillerie van België, die benadeeld schijnen bij de toepassing der perequatie, door het feit dat zij gelijk worden gesteld met niet gerangschikte bedienden. In antwoord op hunne klachten werd hun door hunne rechtstreeksche overheid beloofd dat het tekort van de hun verleende wedden zou vergoed worden door de toekenning van premieën. Maar de belanghebbenden hebben goed verslagen in te dienen waarin de vergelijking wordt getrokken tusschen de bevoegdheden, de ambten, de werkzaamheden van verschillende categorieën van beambten, namelijk van de meestergasten bij de spoorwegen waarmede zij waren gelijk gesteld, tot hiertoe hebben zij gene voldoening kunnen bekomen. Deze verslagen met de gunstige adviezen van de bevoegde hoofden der technische bedienden van de artillerie, blijven onderworpen aan de Commissie tot herziening der perequatie die in het Ministerie van Financiën werkt en geen uitspraak doet.

De Bijzondere Commissie voor de begrooting van Landsverdediging, rekening houdend met de uitnemende diensten door de technische bedienden bewezen, hoopt dat dit vraagstuk zoo spoedig mogelijk zal onderzocht worden en opgelost in den voordeeligsten zin, voor zoover de tegenwoordige omstandigheden het toelaten.

HOOFDSTUK VI.

MILITAIRE GEBOUWEN.

Eene ernstige inkrimping van uitgaven werd op dit gebied gedaan, waar nochtans de geest van zuinigheid moet ondergeschikt blijven aan de zorg voor het goede behoud en het geregelde onderhoud der gebouwen, wil men niet binnen kort tegenover belangrijkere en veel duurder herstellingen staan. De gedane bezuiniging was eene reactie tegen de al te sterke verhooging van de vorige begrooting.

Ziehier, ten andere, het bedrag van de uitgaven voor dit hoofdstuk van de laatste drie begrootingen :

Begrooting van 1924.	 fr.	13,472,545
—	1925.	15,628,940
—	1927.	13,865,000

Dit laatste cijfer vloeit voort uit de verminderingen voorgesteld door de amendementen der Regeering op de verschillende artikelen van de begrooting, onder hoofdstuk VI gegroepeerd.

Om zoo mogelijk de besparingen nog te verscherpen, hebben eenige leden voorgesteld den dienst van de militaire gebouwen af te schaffen om hem te verbinden aan den algemeenen dienst der openbare gebouwen welke bestaat in het Departement van Openbare Werken. Zonder twijfel zal dit voorstel worden onderzocht met al de aandacht die het verdient, alsmede de mogelijkheid het later te verwezenlijken.

Eenige leden hebben bezwaren geopperd tegen de uitgaven voor het onderhoud der forten van Antwerpen en van de Maas. Anderen hebben gevraagd dat weldra de kwestie van de desaffectatie der forten zou worden onderzocht of tenminste de desaffectatie van de rond de forten gelegen gronden, om aan den landbouw toe te laten ze in bezit te nemen of om er bouwgrond van te maken. Bijna eenparig heeft de Commissie de opheffing van de krijgstdienstbaarheden gevraagd waarover de eigenaars van de gronden rond de forten klagen. Men zou eindelijk aan het privaaf initiatief moeten toelaten te bouwen op deze gronden waarvan de krijgstdienstbaarheden niet te billijken zijn. Wij durven hopen dat de Regeering binnen kort eene ernstige poging in deze richting zal doen.

De Commissie is overigens van oordeel dat het nuttig zou zijn de heele wetgeving in zake krijgstdienstbaarheden te herzien, daar deze wetgeving zeer verouderd is.

HOOFDSTUK VII.

TECHNISCHE DIENSTEN VAN DE GENIE.

Vergelijkt men de laatste drie begrootingen, dan komt men tot de volgende bedragen van de uitgaven onder dit hoofdstuk

Begrooting van 1924.	 fr.	3,185,200
—	1925.	3,895,760
—	1926.	3,664,925

Dit laatste cijfer vloeit voort uit de toepassing van het amendement van de Regeering tot vermindering van de uitgaven onder artikel 30, met 194,450 frank, ten gevolge van nieuwe bezuinigingen en door de bureaubenoodigheden ten laste te leggen van het Militair Cartographisch Instituut.

Men zou nochtans moeten onderzoeken of er onder dit hoofdstuk geene nieuwe besparingen zijn te doen. Men mag zich inderdaad afvragen waarom het leger een burgerlijk personeel moet gebruiken om lessen te geven aan soldaten, wanneer men in geval van mobilisatie zou kunnen beschikken over spoorwegpersoneel van beroep. Is het spoorwegregiment in den geest van het nieuwe leger niet een verouderde inrichting?

Men zal opwerpen dat deze eenheid moet zorgen voor het onderhoud en de exploitatie van drie kleine strategische lijnen. Maar men zou nog moeten bewijzen dat deze lijnen in vreedstijd eenig nut opleveren.

HOOFDSTUK VIII.

LUCHTVAART.

De uitgaven van dit hoofdstuk zijn sedert enkele jaren steeds geklommen, zooals navolgende tabel het bewijst :

Begrooting van 1923	fr. 24,590,000
— 1924	24,612,590
— 1925	28,783,440
— 1926	26,600,000

Deze laatste vermindering is maar schijn ; zij vloeit voort uit het feit dat het Bestuur van de civiele luchtvaart sedert 1 September l.l. niet meer verbonden is aan het Ministerie van Landsverdediging, maar voor goed aan het Ministerie van Spoorwegen. Door dit feit verdwijnen twee artikelen van de begrooting van Landsverdediging die, voor het bestuurspersoneel der luchtvaart, evenals voor het materieel, de bevoorrading, de premien, toelagen, enz., in 1925 eene uitgave vergden van 6,548,440 frank.

De uitgaven voor de militaire luchtvaart groeien dus werkelijk aan. Het is het gevolg van de vermeerdering van het luchtvaartpersoneel en van de luchtvaartvergoedingen, van het grooter getal vliegtuigen die te onderhouden zijn, enz.

De Commissie heeft nota genomen van de belofte betreffende de vermeerdering van het aantal stuurlieden die luchtvaartonderricht moeten krijgen. In afwachting heeft zij gevraagd hoeveel stuurlieden hunne vorming hadden gekregen in de burgerlijke luchtvaartscholen, die belangrijke premiëntoelagen ontvangen tot scholing van leerlingen-stuurlieden van het leger. Zij heeft dienaangaande de volgende vragen gesteld :

VRAGEN. — 1° Welk is het aantal militaire leerlingen in de burgerlijke luchtvaartscholen, in 1924 en 1925?

2° Hoeveel militaire stuurlieden hebben die scholen opgeleverd gedurende dezelfde jaren?

ANTWOORDEN. — In 1924 :

1° te Antwerpen : 45 militaire leerlingen ;

te Gosselies : 44 militaire leerlingen (waaronder 7 ten laste van artikel 34, Beheer der burgerlijke Luchtvaart).

In 1925 :

te Antwerpen : 45 militaire leerlingen ;

te Gosselies : 45 militaire leerlingen.

In 1924 :

2° te Antwerpen : 44 militaire stuurlieden ;

te Gosselies : 41 militaire stuurlieden.

In 1925 :

te Antwerpen : 43 militaire stuurlieden ;

te Gosselies : 42 militaire stuurlieden.

HOOFDSTUK IX.

VOEDING VAN DE TROEPEN. — VOEDER EN ANDERE VERSTREKKINGEN.

Er dient aangestipt te worden dat de in dit hoofdstuk voorziene uitgaven in den loop der laatste jaren vermeerderden. Van 132,723,386 frank in 1924, werden zij op 153,326,500 frank gebracht in 1925. Voor 1926 voorziet men eene uitgave van 156,569,910 frank, alhoewel het totaal bedrag van het contingent duizend man minder bedraagt.

Deze vermeerdering is voornamelijk veroorzaakt door de aanhoudende vermeerdering der voedingsmiddelen. Zoo steeg de prijs van het broodrantsoen van fr. 0.60 in 1924 tot fr. 1.05 in 1926, voor het bezettingsleger en van fr. 0.48 tot fr. 0.84 voor de troepen in België. Zoo steeg ook de prijs van de beschuiten, van fr. 0.91 tot fr. 2.15. Het vleesch kostte in 1924, voor het bezettingsleger fr. 1.24 en in België fr. 0.91; deze prijzen beliepen onderscheidenlijk fr. 1.66 en fr. 1.27. Voor de kleine levensmiddelen verhoogden onderscheidenlijk de prijzen fr. 0.28 en 0.22 tot fr. 0.53 en fr. 0.42.

De credietverhoogingen die de Regeering bij amendement met 6,914,325 fr. verminderde zijn dus zeer billijk. Er rees dienaangaande geen protest op in den schoot der bijzondere Commissie; al de leden zijn van meening dat de voeding van den soldaat een der voornaamste bestanddeelen is van de goede werking van het leger. De verbetering in zake gebouwen en bedden der soldaten vertegenwoordigen ook opofferingen die onmisbaar geacht worden.

Wegens de ontruiming van eene gedeelte der bezettingszone konden zekere besparingen verwezenlijkt worden wat betreft de toegevoegde verstrekkingen voor het personeel van het bezettingsleger.

Anderzijds hebben de herinrichting van het leger en de vermindering van de ruitery toegelaten het aantal in dienst zijnde paarden en het getal der aan te koopen paarden te verminderen.

Nochtans zal de uitgave voor het voeder in 1926, fr. 35,151,578.45 bedragen tegen 30,983,098 frank in 1925. Deze uitgave zal eerst voor 1927 werkelijk verminderd worden, als de vermindering van de sterkte der ruitery voor het gansche leger tot gelding komen zal.

Wij hopen ook dat men weldra tot een gunstig besluit zal komen met het onderzoek dat in het Ministerie is ingesteld over de afschaffing van de rijpaarden van sommige categorieën van officieren die geene diensten bij den troep meer verrichten doordat zij aan bijzondere diensten zijn verbonden.

. . .

Enkele leden hebben uiting gegeven aan hunne verwondering betreffende de benoeming : « niet-militaire pupillen » die voorkomt in paragraaf / van artikel 33. Het geldt hier pupillen die minder dan 16 jaar oud zijn en die zich in de pupilenschool bevinden ; zij kunnen niet als militairen beschouwd worden daar zij

geene enkele verbintenis aangegaan hebben. Eerst als zij volle 16 jaar oud zijn mogen zij een vrijwillige verbintenis aangaan waardoor zij de hoedanigheid van militair verkrijgen.

De uitrusting der troepen heeft ook in den schoot der bijzondere Commissie aanleiding gegeven tot een grondig onderzoek; de Commissie heeft gevraagd hoe het bedrag verdeeld wordt van 37.634,640 frank opgenomen in paragraaf *a* van artikel 35 voor aankoop, vervaardiging en onderhoud in de uitrustingsdepots. In zijn antwoord op deze vraag, heeft het Departement van Landsverdediging ook de tabel der aangekochte artikelen met aangifte der hoeveelheid en der uitgave die er betrekking op heeft, overgemaakt.

Antwoord. - Uitrusting van het jaarlijksch contingent en van de vrijwilligers	fr.	30,178,640
Onderhoud van het bestendig kader (onderofficieren, korporaals en weder-dienstnemende soldaten)		7,456,000
Totaal	fr.	37,634,640

Tot op den huidigen dag werd ongeveer een bedrag van 10,500,000 frank uitgegeven, te gelden op deze credieten. Die uitgave geschiedt overeenkomstig de begrootingswetten die den aankoop voorzien, een of twee jaar op voorhand, van het leder dat vereischt is voor het schoeisel der soldaten. Deze uitgaven verdeelen zich over het geheele dienstjaar, op den voet van een twaalfde per maand.

Opsomming van de aankopen voor het dienstjaar 1926 :

Verscheidene soorten van leder aangekocht met het oog op de behoeften in 1926.

Hoeveelheid.	Gemiddelde prijs.	Bedrag.
	Frank.	Frank.
50,000 kilogr. sterk leder in de zwetkuil	19,68	984,060
150,000 kilogr. sterk leder in de zwetkuil	20,87	3,131,020
250,000 kilogr. bovenleder.	6,07	1,519,400
300,000 lederen voorstukken van schoenen	6,09	1,828,900
80,000 kilogr. banden in glad leder.	18,71	1,499,720
50,000 kilogr. banden in glad leder.	19,03	951,930
20,000 kilogr. glad koeleder (halsstuk)	15,34	306,850
15,000 kilogr. glad koeleder (halsstuk)	15,67	335,480
Totaal.		10,557,360

De 27 overblijvende millioen moeten eerlang betaalbaar worden gesteld ten einde te gelegener uur de regelmatige bevoorrading der troepen te verzekeren.

Vooralsnu is het nog niet mogelijk de verschillende toekomstige aankopen

omstandig uiteen te zetten, daar het programma slechts voorgoed kan vastgesteld worden na grondig onderzoek der behoeften met het oog op de nieuwe inrichting van het leger.

Deze laatste paragraaf geeft aanleiding tot de volgende opmerking : het is tamelijk bevreemdend dat, terwijl men eene werkelijke vermindering der effectieven voorziet, men eveneens eene verhooging in de uitgaven raamt, inzonderheid wat betreft het personeel van het Centraal magazijn, dat met 572 leden in 1925 er 634 krijgt in 1926, en de uitgave stijgt van 1,943,275 frank tot fr. 2,844,314.25. Maar wij moeten daarbij wijzen op het in werking brengen van de fabriek voor militaire kleedij, gevestigd te Roeselare, waardoor deze verhooging gebillijkt wordt.

HOOFDSTUK X.

VERVOER, VERGOEDINGEN WEGENS VERPLAATSING EN VERHUIZING.

De inkrimpingen op de uitgaven van deze groep in vergelijking met 1925 schijnen nog te kunnen worden verscherpt, wanneer men het voorlaatste dienstjaar beschouwt. Ziehier het bedrag der ramingen van de laatste drie jaren :

Begroting voor 1924	.	.	.	fr.	11,395,000
— 1925	.	.	.	.	14,671,400
— 1926	.	.	.	.	13,540,000

Men hoeft nochtans in acht te nemen de verhooging der vervoertarieven te land en te water, alsmede de weddeverhoogingen.

Uwe Commissie heeft op bijzondere wijze een onderzoek ingesteld naar de samenstelling van het cijfer van 600,000 frank, voorzien bij litt. *b* van artikel 39, wegens « kosten van representatie en bijzondere zendingen der officieren ». Het Departement van Landsverdediging heeft geantwoord, dat deze raming zoo benaderend mogelijk berekend was met inachtneming van de uitgaven der voorgaande dienstjaren en dat zij ook de vereffening van verschillende vergoedingen behelsde :

Litt. b. — De som van 600,000 frank wordt noodig geacht tot vereffening van:

1^o De bijzondere vergoedingen toegekend aan de Militaire attaché's en hunne adjuncten te Parijs, Londen en Den Haag fr. 300,000

2^o De bijzondere vergoeding toegekend aan den Belgischen officier, gedetacheerd bij het Comité voor Luchtvaart-waarbog te Berlijn . . . fr. 48,000

3^o De bijzondere vergoedingen toegekend : *a*) aan de officieren stagedoeners in de onderrichtings-korpsen van het Fransche leger ; *b*) aan de officieren en ambtenaren met eene zending belast in het buitenland fr. 200,000

4^o De vergoeding voor representatie toegekend aan den commandant van het B. L., alsmede aan de commandanten der Infanterie-divisies (I. D.) van het B. L. fr. 20,000

5^o De uitgaven betreffende de ontvangstkosten van hooge personen die België bezoeken (inzonderheid het bezoek van vreemde oorlogsbooten) . fr. 32,000

Eveneens wordt de som van 325,000 frank, voorzien bij litt. *C* van hooger gemeld artikel wegens « kosten van bijzondere reisbiljetten afgeleverd aan officieren, ambtenaren en burgerlijke agenten die reizen wegens dienstzake» noodig geacht tot vereffening, ten bate van het Bestuur der Spoorwegen, van :

1^o Den prijs der bijzondere reisbiljetten ten gebruike van de officieren, ambtenaren en burgerlijke agenten die zich wegens dienstaangelegenheden verplaatsen.

2^o de kosten van de algemeene of beperkte spoorwegabonnementen afgeleverd aan officieren, ambtenaren en beambten die genoodzaakt zijn zich dikwijls op reis te begeven, namelijk :

14,000 bijzondere reisbiljetten 1 ^{ste} klas, tegen fr. 17.70 . . . fr.	247,800
5,800 bijzondere reisbiljetten 2 ^{de} klas, tegen fr. 12.20 . . .	61,000
Abonnementen	16,200

HOOFDSTUK XI.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN. TOELAGEN.

Ook voor dit hoofdstuk moet eene vermeerdering van uitgaven vastgesteld worden. Deze uitgaven waren gebracht van 6,440,500 frank in 1924, op 4,571,500 in 1925 en stijgen tot 7,330,000 frank voor 1926. Men had van 1924 tot 1925 eene vermindering bekomen, namelijk door talrijke pensioenen ten laste van de begrooting der Openbare schuld te stellen. Deze pensioenen zijn thans ten laste van de begrooting van Landsverdediging gebracht. In 1926 bevindt men zich voor eene vermeerdering van het aantal pensioenen en van het cijfer der te betalen achterstallen, alsook van het aantal weduwen van invaliden en ten slotte voor de gevolgen der perequatie van de wedden. Daarbij heeft een amendement van de Regeering de vastgestelde cijfers verhoogd, uit hoofde van de betaling eener toelage voor levensduurte aan die welke recht hebben, hetzij op een ancienniteits- en dienstpensioen, hetzij op eene lijfrente.

Men moet er rekening mede houden dat het Departement van Landsverdediging, bij toepassing van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood, eene werkgeversbijdrage voorzien heeft voor de bedienden, werklieden en arbeidsters van het Centraal Bestuur alsook van de inrichtingen en diensten van het leger die krachtens de bestaande regeling geen recht hebben op een rustpensioen.

HOOFDSTUK XII.

VERSCHIEDENE EN ONVOORZIENE UITGAVEN.

De in dit hoofdstuk opgenomen uitgaven hebben zeer levendige besprekingen uitgelokt in den schoot van de bijzondere Commissie, voornamelijk wat betreft het korps van torpedisten en zeesoldaten, dat voor vijf miljoen jaarlijksche credieten in aanmerking komt, wat met de uitzonderlijke uitgaven eene som van tien miljoen uitmaakt.

Enkele leden hebben eenvoudig de afschaffing van dit korps voorgesteld; zij waren van oordeel dat dit korps niets te maken heeft in het algemeen verdedigingsplan van het land. Het bestaat slechts toevallig omdat wij eenige torpedo-booten geërfd hebben die ons toegewezen werden zonder dat wij die gevraagd hadden.

Andere leden hebben aangevoerd dat de afschaffing van het korps van torpedisten en zeesoldaten zou gelijk staan met de geheele verwaarloozing van de verdediging der kust.

Uit hoofde van die meeningsverschillen zou de bijzondere Commissie gewenscht hebben de meening van de Regeering te kennen nopens de noodzakelijkheid van het behoud of van de mogelijkheid der afschaffing van bedoeld korps. De Minister van Landsverdediging heeft verkozen zijn advies voorloopig niet mede te deelen; hij is van meening dat het vraagstuk heelemaal in verband staat met dat van de herinrichting van het leger en dat er dienvolgens aanleiding bestond om elke beslissing uit te stellen tot na het grondig onderzoek van dit groot vraagstuk. De Commissie heeft deze zienswijze goedgekeurd en de leden die de weigering der credieten voor het korps van torpedisten en zeesoldaten voorgesteld hadden, verklaarden dat zij de verdaging van hun voorstel aannamen.

* .

De Bijzondere Commissie heeft kennis genomen van een amendement der Regeering, houdende eene vermindering van 204,350 frank op de credieten voor den militairen veiligheidsdienst die bij het bezettingsleger wordt in stand gehouden; deze vermindering spruit voort uit eene nieuwe vermindering van het personeel als gevolg van de ontruiming van een gedeelte der bezettingszone.

* * *

Wegens dezelfde reden werd het getal opzichters van 14 op 6 gebracht bij den controle-dienst van de kazerneering in het bezettingsleger. Het ambt van deze opzichters bestaat in het nazien van de wijze waarop de werken waartoe bevel wordt gegeven krachtens dienstverstrekking, worden uitgevoerd.

Eveneens werd het getal boekhouders van 12 op 8 gebracht, hetgeen meer dan voldoende blijkt voor de boekhouding der dienstverstrekkingen door Duitschland verleend inzake kazerneering en magazijnen voor kazernebemeubeling.

Het amendement der Regeering brengt deze verminderings op 256,805 frank.

Men dient op te merken dat in dezen dienst de agenten tijdelijk zijn en dat hunne afdanking geen invloed heeft op de begrooting.

Sommige leden deden opmerken dat de verminderings te nauwernood het derde van de voorgaande uitgave bereikt, terwijl de bezetting zelf tot op de twee derden werd gebracht. Men moet in aanmerking nemen dat het afgedankt personeel den dienst slechts verlaat na de geheele ontruiming, hetzij rond einde Maart 1926, en daarna een verlof van drie maand met wedde zal genieten.

* .

De Bijzondere Commissie heeft inlichtingen gevraagd over de industrie-mobilisatie, vraagstuk dat steeds ter studie ligt.

De Minister van Landsverdediging heeft geantwoord :

Dit vraagstuk komt aldus voor :

Het Departement heeft bepaald :

1° De hoogte der stocks van allerlei aard die noodzakelijk zijn voor het gemobiliseerde leger en den eersten dag der mobilisatie moeten bestaan;

2° de maandelijksche behoeften, aan alle voorwerpen, voor den soldaat in oorlogstijd.

De stocks bedoeld onder n° 1 moeten verzameld worden door de betrokken dienstoversten van het Departement, hetzij bij wijze van fabricage in de militaire instellingen, hetzij bij wijze van aankoop.

De behoeften bedoeld onder n° 2 komen inzonderheid in de bevoegdheid van den dienst der industrie-mobilisatie. Deze dienst moet de middelen voorbereiden om deze voorwerpen in oorlogstijd te vinden. Men heeft deze behoeften in twee hoofdzakelijke categorieën gerangschikt: behoeften waarin men over het algemeen gereedelijk kan voorzien, en voorwerpen die men slechts bij gelegenheid of hoe genaamd niet kan vinden.

Voor de eerste worden de hoeveelheden dezer voorwerpen vermeld alsmede de plaatsen waar men ze kan vinden.

Elk voorwerp van belang — en er zijn er vele — moet met aandacht worden onderzocht. Voor tal van voorwerpen werd dit onderzoek geëindigd, doch iedereen zal begrijpen, dat wij op dit gebied in geene omstandigheden kunnen treden.

De Commissie had insgelijks gevraagd het bedrag te kennen der uitgaven wegens studiekosten voor de industrieelen.

ANTWOORD. — Deze kosten bestaan in de terugbetaling aan de industrieelen, van de sommen welke zij besteed hebben aan het opstellen van het mobilisatieplan hunner fabriek. Totnogtoe waren deze studiën niet ver genoeg gevorderd om een begin te maken met deze mobilisatieplannen. In 1926 zal men beginnen en bezwaarlijk kan men de vereischte som vaststellen; deze som zal echter niet 50,000 frank overschrijden.

Wat betreft het bedrag der uitgaven voor proefnemingen werd er geantwoord :

In beginsel doet de dienst der Industriele Mobilisatie geene proefnemingen. Hij kan bij gelegenheid wel de proefnemingen steunen van den Dienst voor Gasafweer.

De Commissie had bovendien gevraagd welke uitgave er gedaan was voor het opslaan van stocks van machines en uitrusting, en hoe groot deze stocks waren.

ANTWOORD. — Het ligt niet in het inzicht van de Regeering in vreedstijd belangrijke stocks van machines en uitrusting aan te leggen.

De Dienst van de Industriele Mobilisatie beperkt zich bij het opzoeken, onder de bestaande fabrieken, van deze welke door hunne bijzondere fabricatie machines bezitten welke dienen kunnen voor militaire voortbrengselen. Van deze machines wordt nota gehouden om op een gegeven oogenblik eene juiste hergroepeering te kunnen maken.

*
* * *

a) Eenige leden hadden gevraagd welke de verdeeling was van den post van 194,000 frank, voorzien onder artikel 51, litt. a :

1. voor eereloonen aan advocaten en
2. kosten van rechtspleging?

b) Zijn de advocaten allen officieel aangesteld als advocaten van het Ministerie of worden zij gekozen voor elk proces?

ANTWOORDEN. — a) Men merke op dat de post van 194,000 frank bij amendement vermindert werd tot 182,000 frank (zie *Doc. Parl.*, n° 123, Kamer van Volksvertegenwoordigers, Vergadering van 12 Januari 1926).

Dit crediet van 182,000 frank wordt verdeeld als volgt :

- | | |
|---------------------------------------|----------------|
| 1. Eereloonen van advocaten | 157,000 frank. |
| 2. Kosten van rechtspleging | 25,000 frank. |

b) Al de advocaten zijn officieel aangesteld als advocaten van het Departement.

HOOFDSTUK XIII.

UITZONDERLIJKE UITGAVEN. — VERSCHILLENDE DIENSTEN.

Onder dit hoofdstuk is eene ernstige vermindering van uitgaven waar te nemen, zooals blijkt uit eene vergelijking van de cijfers der laatste begrootingen :

Begrooting van 1924.	 fr.	75,773,693
— 1925.		72,212,926
— 1926.		65,742,109

De inkrimping van uitgaven van dit jaar vloeit hoofdzakelijk voort uit de vermindering van personeel, de geleidelijke afschaffing van de tijdelijke organismen en de opheffing van sommige uitgaven die niet meer zijn te voorzien voor 1926, namelijk wat betreft de Commissie van de militaire marine of de uitrusting der proeflaboratoria van den dienst der gevechtsgassen. En eindelijk omdat de verrichtingen van de hergroepeering der graven van de onder den oorlog gesneuvelde soldaten zijn geëindigd.

Stilaan verminderen of verdwijnen ook de uitgaven die nog het gevolg zijn van den oorlog en die gedurende vele jaren de begrooting van Landsverdediging hebben bezwaard.

* .

De maatregelen getroffen ten opzichte van de tijdelijke bedienden die, om redenen van zuinigheid moesten worden afgedankt, hebben eenige ontroering verwekt onder het publiek. Ook heeft de Bijzondere Commissie gemeend zich te moeten op de hoogte stellen van de belangrijkheid dier afdankingen en van de maatregelen voor de herplaatsing van deze bedienden in andere departementen.

VRAGEN. — a) Hoeveel tijdelijke bedienden werden er afgedankt?

b) Welke maatregelen werden getroffen voor hunne overplaatsing in andere departementen?

c) Hoeveel werden er opnieuw geplaatst?

ANTWOORDEN. — a) Dienstjaar 1925 : 67 ; Januari 1926 : 8.

b) In het Cabinet van den Eersten Minister werd een dienst opgericht voor de herplaatsing der afgedankte bedienden in andere Departementen.

c) 17 in de Spaarbank ; 3 bij het Middenbestuur van het Ministerie van Financiën.

De Bijzondere Commissie heeft den wensch uitgedrukt dat al de afgedankte tijdelijke bedienden, bij voorkeur en prioriteit, zouden teruggenomen worden naar gelang er plaatsen open vallen in de ministerieele departementen.

* . *

Het onderhoud der militaire graven vergt aanzienlijke uitgaven, vermits zij bedragen : 3,717,000 frank. Deze dienst moet zorgen voor het onderhoud der graven van Belgische militairen in België en in het buitenland, het voltooien der militaire kerkhoven, evenals voor het onderhoud der graven van de geallieerde soldaten en van de Deutsche soldaten in België. Dit onderhoud brengt nog al aanzienlijke uitgaven mede waarvan men zich rekenschap kan geven wanneer men weet dat er in ons land 156 kerkhoven zijn van geallieerde militairen, met een

groot getal gedenksteenen. Deze kerkhoven zijn meest allen aangelegd op particuliere gronden die de Staat aankoopt naar gelang de onderhandelingen, door het Ministerie van Financiën gevoerd, tot een goed einde worden gebracht. Dit verklaart het cijfer van 400,000 frank onder litt. *b* van artikel 59.

De dienst der militaire graven heeft voor taak te zorgen voor de hergroepering, het onderhoud en de bewaking der kerkhoven en der graven van Duitsche soldaten. Eene som van 350,000 frank is er noodig voor het onderhoud van de ongeveer 150,000 Duitsche graven, over België verspreid op talrijke uitsluitend Duitsche kerkhoven, op de gemengde militaire kerkhoven en op een groot getal gemeentekerkhoven, namelijk :

PROVINCIEËN.	KERKHOVEN.			TE ZAMEN.
	Alleen Duitsche.	Gemengd militaire.	Gemeentelijke.	
Antwerpen	»	1	29	30
Brabant	1	»	35	36
West-Vlaanderen . .	164	»	59	223
Oost-Vlaanderen . .	5	1	144	150
Flenegouw	8	8	129	145
Luik	4	»	31	35
Limburg	3	»	33	36
Luxemburg	»	43	54	97
Namen	9	9	58	76
	194	62	372	628

Het onderhoud van de Duitsche grafsteden geschiedt bij toepassing van artikel 225 van het Verdrag van Versailles en bestaat in het bewaren der grafsteden en bijzondere begraafplaatsen in een betamelijken staat, zonder meer, dewijl de Duitschers in geenen deele tusschenkomen in de onderhoudskosten. Deze bedragen gemiddeld 2 frank per grafstede, of 300,000 frank per jaar, met daarenboven 50,000 frank voor herziening, op gestelde tijden, van de houten kruisen en herstel der afsluitingen.

Eindelijk, moet vermeld worden dat de werkzaamheden voor het rapatriëeren der lijken van al de, gedurende den oorlog in Duitschland overleden Belgen, alsmede van die der in deportatie gestorven burgers, — door de familiën opgeëischt, — en die zijn moeten onderbroken worden ten gevolge van bezwaren aan de Roerbezetting verbonden, niet in 1925 konden hernomen worden. Een Regeeringsamendement komt, zeer terecht, de geschikte begrootingspost met 1 1/2 millioen te verhoogen, ten einde, — eindelijk, dit jaar nog, — voldoening te schenken aan de zeer gewéltigde verlangens der ouders die, sinds zoo langen tijd, den terugkeer verbeiden van de stoffelijke overschotten der geliefde wezens, om wille van hunne bijzetting in den vaderlandschen grond.

* *

Op verzoek van talrijke leden, werden op artikel 60 der begrooting de volgende vragen gesteld :

GESTELDE VRAGEN. — a) Hoeveel gevallen zijn nog in beslechting, en hoe groot is de gezamenlijke uitgave?

b) In welk jaar denkt het Departement volkomen de uitgaven te hebben vereffend, voortkomend van de opeischingen van motorvoertuigen?

ANTWOORDEN. — a) Er blijven nog 73 dossiers ter beslechting over, voor dewelke een gezamenlijke uitgave wordt voorzien van 450,000 frank, rekening houdende met de waarschijnlijke vergoedingen toekomende aan de leveraars.

b) Het is niet mogelijk te bepalen op welken datum de verevening der motorvoertuigen volkomen zal kunnen geëindigd zijn, omdat :

1^o nog steeds aanvragen om betaling, op dewelke de uitsluitingswet van 20 Juli 1921 niet kan worden toegepast, bij het Departement toekomen (leveraars die zich bij vergissing gericht hebben tot de Rechtbanken voor oorlogsschade, welke zich onbevoegd verklaren);

2^o er nog 34 gedingen hangende zijn, waarvan men niet op ernstige wijze kan voorspellen wanneer zij zullen afgelopen zijn;

3^o sommige leveraars, tot op heden, — en ondanks herhaalde aanmaningen — de aanvaardingsverklaring, die elke betaling moet voorafgaan, aan het Departement niet hebben teruggezonden.

Uit hetgeen voorafgaat, blijkt dat op de Begrooting voor 1927, credieten moeten voorzien worden, namelijk voor de verevening der vonnissen welke na 1 Januari zullen verleend worden, gezien dat de diensttermijn voor de aanrekening van uitgaven, in dit geval een einde neemt op den datum der vonnissen (wet van 25 Mei 1846 tot regeling der Staatscomptabiliteit).

* * *

Na alzoo grondig en gewetensvol de Begrooting van Landsverdediging te hebben onderzocht, hetgeen blijkt uit onderhavig verslag, heeft de Commissie eenparig gezegde Begrooting goedgekeurd.

De Verslaggever,

VICTOR ERNEST.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

